

SAHARA INFO

Bulletin
de l'Association
des
Amis
de la République
Arabe
Sahraouie
Démocratique

JANVIER - MARS 1994

Numéro 90 - 15F

SOMMAIRE

- Le point de la situation
avec M. Baba SAYED *p. 4*
- Présent et Avenir
des Femmes Sahraouies *p. 7*
- Initiatives *p. 24*



NOUVELLES DU SAHARA

3/01/93 : une délégation de sénateurs français est en visite officielle au Maroc.

16/01/93 : après avoir rencontré le président Abdelaziz, le secrétaire général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim déclare : "qu'il est vital que le plan de paix original soit mis en application et que l'esprit et la lettre de ce plan soient respectés. C'est l'unique solution pour permettre au peuple sahraoui de s'autodéterminer".

28/01/93 : M. J. Delors, président de la commission des communautés européennes signe un accord de partenariat CEE-Maroc.

30/01/93 : M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, dans son rapport au Conseil de Sécurité de l'ONU concernant le Sahara Occidental, envisage plusieurs options pour que puisse se dérouler le référendum au Sahara Occidental. Ce faisant, il semble s'en tenir aux faits plutôt qu'aux causes qui les ont générés.

31/01/93 : 24 sahraouis arrêtés suite aux manifestations survenues à El Aiun et à Smara en octobre 92 sont condamnés à un an de prison ferme. Amnesty a confirmé ce mois l'arrestation de plusieurs centaines de manifestants sahraouis.

3/02/93 : un comité sur le Sahara Occidental est créé à Paris, à l'initiative de Mme M. de Froberville, de M. G. Montaron et de différentes personnalités du monde politique.

10/02/93 : Le Maroc négocie l'achat en France de 15 à 20 avions Mirage 2000.

17/02/93 : Le Maroc renonce à acheter la radio RMC, étant donné les protestations qu'a soulevées ce projet de la part des journalistes français et de la rédaction de RMC entre autres.

22/02/93 : Le président Abdelaziz au cours d'un voyage de plusieurs jours en Espagne, réaffirme l'entière disponibilité du Front Polisario à coopérer avec l'ONU pour l'entière application du plan de paix au Sahara Occidental.

25/02/93 : dans un rapport publié à Londres, Amnesty International dénonce les arrestations ou le harcèlement de centaines de personnes, d'origine sahraouie, soupçonnées d'être favorables à l'indépendance du Sahara Occidental.

26/02/93 : une délégation de l'assemblée paritaire ACP-CEE, conduite par la vice-présidente du parlement européen, ne reçoit pas de réponse marocaine suite à sa demande d'effectuer un voyage au Sahara Occidental, afin d'observer la mise en application du plan de paix de l'ONU.

27/02/93 : lors des cérémonies de célébration du 17ème anniversaire de la création de la RASD, le président Abdelaziz déclare "qu'il serait inconvenant de la part du Conseil de Sécurité

de l'ONU d'adhérer à la thèse marocaine sur la question des listes électorales".

28/02/93 : selon les agences, le malaise social s'accroît au Maroc.

2/03/93 : le Conseil de Sécurité de l'ONU, à l'unanimité, demande au secrétaire général de l'ONU "la pleine coopération des deux parties" pour la mise en application du plan de paix de l'ONU au Sahara Occidental, désavouant ainsi une des options envisagées.

3/03/93 : le Front Polisario lance un pressant appel au Maroc pour qu'il contribue à la recherche d'une solution juste et raisonnable.

13/03/93 : M. F. Léotard effectue un voyage à Rabat.

29/03/93 : invité par le parlement italien, le président Abdelaziz effectue un voyage en Italie.

30/03/93 : une délégation de parlementaires européens conduite par M. C. Cheysson effectue un voyage à Alger.

2/04/93 : M. Y. Khan représentant spécial de l'ONU pour le Sahara Occidental achève un voyage au Maghreb où il a rencontré le roi Hassan II et le président Abdelaziz.

3/04/93 : le parlement andin (Vénézuéla, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie) réaffirme sa solidarité avec le peuple sahraoui.

22/04/93 : M. Erik Jensen, diplomate britannique est nommé à la tête de la commission électorale de la MINURSO. Il a déjà effectué un voyage à Rabat et dans les camps de réfugiés sahraouis.

4/05/93 : une délégation de femmes de l'UNFS, au cours de son voyage dans différents pays d'Europe, exprime à Genève sa stupéfaction face à la campagne que mène le Maroc pour obtenir une vice-présidence de la conférence internationale des droits de l'homme de Vienne, prévue en juin 93.

10/05/93 : le peuple sahraoui célèbre le 20ème anniversaire de la création du Front Polisario.

12/05/93 : une caravane espagnole composée de 20 véhicules arrive dans les camps de réfugiés sahraouis. Elle sera suivie par une caravane italienne de 47 véhicules.

13/05/93 : Le président Abdelaziz entame une visite officielle en Autriche et est reçu par des responsables politiques dont M. K. Waldheim.

20/05/93 : les festivités du 20ème anniversaire du déclenchement de la lutte armée du peuple sahraoui sont marquées par un important défilé militaire de 4000 hommes devant 700 invités représentants d'ONG, d'associations et d'intergroupes parlementaires.

23/05/93 : le président de la commission d'identification du corps électoral pour le référendum d'autodétermination, M. E. Jensen, effectue une visite de travail dans les camps de réfugiés sahraouis.

30/05/93 : le parlement européen adopte une résolution qui considère que la crédibilité du Maroc concernant ses responsabilités dans la tenue de la conférence mondiale de l'ONU sur les droits de l'homme de Vienne n'est pas fondée.

3/06/93 : M. Boutros-Ghali secrétaire général de l'ONU effectue son premier voyage au Maghreb et rencontre le roi Hassan II, le président Abdelaziz et les autorités algériennes. Le ministre sahraoui des affaires étrangères déclare "le Front Polisario est disposé à contribuer au succès de la visite de M. B. Ghali.

6/06/93 : après la visite de M. B. Ghali, le coordinateur sahraoui auprès de la MINURSO déclare que "plusieurs questions demeurent en suspens" concernant l'organisation du référendum d'autodétermination et que le secrétaire général de l'ONU aurait fait des propositions "intéressantes". "Le Front Polisario réaffirme sa disponibilité à coopérer avec l'ONU pour l'application du plan de paix à condition que le référendum soit libre, crédible et démocratique".

9/06/93 : le président Abdelaziz arrive à Washington pour une visite de plusieurs jours aux USA. Des entretiens auront lieu avec des responsables du congrès et du Sénat américain.

28/06/93 : le Front Polisario dénonce la nouvelle marche verte en préparation au Maroc et dans les territoires occupés de la RASD.

29/06/93 : le Maroc obtient différents prêts de la BIRD, de la BAD et d'autres organismes financiers.

2/07/93 : à l'initiative du comité français sur le Sahara Occidental, une conférence-débat se tient à Paris, ayant pour sujet : "quel destin pour le peuple du Sahara Occidental ?".

20/07/93 : des entretiens directs entre le Front Polisario et le Maroc s'achèvent à El Aiun après deux jours de rencontres. Le Front Polisario à ce propos se déclare "satisfait des conditions dans lesquelles cette rencontre a eu lieu". M. Boutros-Ghali qui a organisé ces entretiens espère "que les pourparlers vont reprendre dans les prochains jours".

26/07/93 : le premier ministre français effectue un voyage à Rabat.

6/08/93 : le Front Polisario estime que la vente d'armes au Maroc par l'Espagne pour un montant de 500 millions de dollars US : "est un acte d'hostilité du gouvernement espagnol aux efforts et au plan de paix de l'ONU pour le Sahara Occidental".

Suite p. 28

Depuis qu'en 1988, l'ONU a fait accepter son plan de paix au Sahara Occidental, par le Front Polisario et le Royaume du Maroc, la situation ne progresse pas vers une solution concrète.

Les négociations directes entre les deux parties, qui semblaient devoir s'ébaucher, ont finalement été rendues inopérantes par les prétentions du Maroc. Les obstacles constants mis par celui-ci au processus référendaire, ont fait échouer les quelques initiatives prises, et, aujourd'hui, le processus est stoppé. Cela s'explique aussi par le fait que l'ONU, et essentiellement son représentant spécial pour le Sahara Occidental Monsieur Yakoub Khan, ne font pas preuve d'une volonté sérieuse de contraindre le Maroc à respecter ses propres engagements. La mission de l'ONU au Sahara Occidental n'a aucune autorité et son action est entravée par le Maroc, sans que cela provoque de réaction du représentant spécial de Monsieur Boutros-Ghali.

Il est temps que cesse ce laxisme, et qu'une véritable pression internationale soit exercée sur le Maroc pour que sa politique d'obstruction se termine. En effet, la mise en oeuvre de la résolution relative au plan de paix dépend de la volonté politique des Nations-Unies et de la détermination de l'opinion internationale, notamment celle des Pays membres du Conseil de Sécurité. La publication récente d'un rapport de parlementaires du Congrès américain, qui soutient que la seule solution pour le Sahara Occidental est l'indépendance du peuple sahraoui, sera certes d'un grand poids pour pousser la Communauté Internationale à agir rapidement. Les Comités Européens de soutien au peuple sahraoui se sont eux aussi réunis les 11-12 et 13 novembre 1993 à Rome, pour définir une nouvelle stratégie, en regard de cet état de fait au Sahara Occidental. Ils ont constaté avec satisfaction la volonté des autorités sahraouies de mobiliser l'ensemble de la population au Sahara Occidental, pour parvenir à l'application du plan de paix.

Ils ont décidé, eux-mêmes, d'agir avec une plus grande fermeté pour placer l'ONU devant ses responsabilités et lui demander éventuellement de définir des mesures contraignantes, qui obligent le Maroc à respecter ses engagements, et à cesser ses violations des Droits de l'Homme, dans les territoires occupés du Sahara Occidental. Ils appellent à la réunion d'une Conférence Internationale qui se tiendrait à Madrid au début de l'année 1994, pour rappeler au Secrétaire Général de l'ONU et à la Communauté Internationale que l'opinion est décidée à faire avancer rapidement le plan prévu à la résolution 809. Il importe maintenant que soient mises en place avec des résultats positifs et concrets les négociations directes entre les deux parties au conflit, pour préparer un référendum régulier. C'est la seule façon de faire progresser sérieusement le plan de paix.

Dans le même sens, la Conférence Internationale interpellera les candidats aux élections au Parlement Européen, pour qu'ils soutiennent ce plan de paix et s'engagent, s'ils sont élus, à peser sur les décisions du Parlement Européen, dans le sens de l'autodétermination du peuple sahraoui.

L'Association des Amis de la RASD se veut partie prenante dans ce projet ambitieux des Comités Européens et fera tous ses efforts pour obtenir de très nombreux soutiens dans notre pays, qu'il s'agisse des hommes politiques, des organisations humanitaires ou des ONG.

Elle demandera à tous les amis de la liberté en France, groupés ou agissant individuellement, de se joindre à elle, pour que soit enfin réglé ce problème de décolonisation.



F. JACOB
Président de l'Association des Amis
de la RASD.

Faisons le point avec M. Baba SAYED, représentant du Front Polisario pour la France.

Où en est l'application du plan de paix et quelles sont les difficultés qui continuent d'empêcher la tenue du référendum ?

M. Baba SAYED Tout le monde pensait, après 20 ans de guerre et d'affrontements sanglants entre le Front Polisario et le Maroc, que le constat qui s'imposait était qu'une solution militaire au conflit du Sahara Occidental était impossible. Il ne restait donc en conséquence aux deux parties prenantes au conflit que d'essayer d'autres voies et d'ouvrir d'autres perspectives pour la solution du problème.

"Immense espoir de voir aboutir le plan"

Le plan de paix accepté, il faut le redire, par les deux parties, est venu répondre à cette situation et

aider à sortir du blocage sur le plan militaire. L'espoir était immense et la volonté de voir aboutir le plan de paix était sincère et réelle de la part des sahraouis. Malheureusement, juste après le déploiement des forces des Nations-Unies au Sahara Occidental, consécutif à l'intervention du cessez-le-feu, les autorités marocaines ont bloqué des quatre fers et sont revenus sur l'essentiel de leurs engagements. Le corps électoral qu'ils avaient accepté, ils le contestent maintenant, et ils sont décidés à n'accepter comme résultat du référendum que celui qu'ils ont décrété au préalable. Ils n'acceptent pas non plus, mais c'est une conséquence du premier choix, que le référendum se déroule dans les conditions de liberté et de transparence voulues par la communauté internationale.

Donc, vous voyez que le référendum a encore de longs jours devant lui.

Dans ce contexte difficile, quel sens donner à la rencontre d'El Aioun et à celle toute récente de New-York ?

M. Baba SAYED La communauté internationale, c'est-à-dire les Nations-Unies, ne pouvant pas ou ne voulant pas, du moins jusqu'à présent, imposer aux autorités marocaines l'application stricto sensu du plan de paix, elle ne peut pas non plus s'accommoder du statu quo avec tous les risques que cela comporte pour son image et sa crédibilité. C'est dans ce contexte que des efforts sont assidûment déployés par certains membres influents du Conseil de Sécurité, pour amener les deux parties à se parler, à discuter et à peut-être un jour se convaincre de la nécessité

"Amener les deux parties à se parler"

pour elles d'aller au référendum la main dans la main. C'est un processus très long parce que toutes

les plaies de 20 ans de guerre ne sont pas cicatrisées et parce que la méfiance continue de prévaloir. Donc la rencontre d'El Aioun est un début certes mais un début prometteur, bien que les résultats auxquels elle a donné lieu soient très limités, et pour cause ! la volonté politique chez les autorités marocaines d'aboutir à une solution véritable du problème manque toujours. Il y a même malheureusement le risque, et eu égard aux difficultés de plus en plus sérieuses qu'il rencontre sur le plan intérieur, de voir le roi utiliser, comme en 1975, le problème du Sahara Occidental comme une mécanique pour museler l'opposition et retarder indéfiniment les échéances de la démocratie au Maroc.

Reste à souhaiter que l'opposition ne tombe pas cette fois-ci dans le panneau et que la communauté internationale ne soit plus abusée par une unanimité de façade.

Quel sens donner au changement de gouvernement de la RASD qui est intervenu en septembre dernier ?

M. Baba SAYED La capacité d'un mouvement de libération comme le nôtre réside dans son aptitude à épouser son époque sans renier son âme, et ce qui fait

"Epouser son époque sans renier son âme"

sa spécificité - en plus de la lutte pour la libération d'un territoire c'est aussi le combat pour la justice et l'égalité.

Le Front Polisario ne peut pas ignorer les changements qui bouleversent le monde, et il est tenu, pour y trouver sa place, de s'y adapter en renforçant ses structures et ses moyens de lutte. C'est vrai que le blocage persistant du



plan de paix, l'entêtement du roi du Maroc à refuser sa mise en oeuvre, amène les sahraouis à s'interroger sur toutes les voies qu'ils croient à même de les aider à arracher leur indépendance. Donc, je crois que le nouveau gouvernement aura comme tâche de trouver de véritables réponses à ces véritables défis !

Le Front Polisario s'est déclaré favorable à la poursuite de négociations directes avec le Maroc à Paris. Où en est-on à ce jour sur cette question ?

M. Baba SAYED Le Front Polisario a toujours considéré que toute solution, pour être fiable et durable, doit voir la France associée à sa conceptualisation et à sa mise en oeuvre. La France est un grand pays qui entretient des relations historiques, politiques, économiques et culturelles avec l'ensemble des pays du Maghreb.

La France a grandement contribué à l'élaboration du plan de paix. Il est souhaitable maintenant qu'elle nous aide à obtenir sa mise en application sur le terrain.

Cette situation privilégiée dont jouit la France peut être mise à profit pour résoudre pacifiquement et durablement le problème du Sahara Occidental et ouvrir ainsi de véritables et sérieuses perspectives pour l'équilibre et la stabilité au Maghreb. Equilibre et stabilité qui ne peuvent, l'expérience l'a démontré, exister que si le Sahara Occidental trouve demain dans la configuration d'un grand Maghreb, un statut de pays indépendant et neutre, soucieux de ses bonnes relations, aussi bien avec le Maroc qu'avec l'Algérie.

"Le POLISARIO a constamment cherché l'amitié de la France"

Partant de ces convictions, le Polisario a constamment cherché l'amitié de la France, convaincu que le Peuple Sahraoui et la RASD trouveront ainsi une place dans la politique de la France dans la région.

C'est dans ce cadre que nous avons pris l'initiative de demander que les négociations directes avec le Maroc se tiennent alternativement à New-York et à Paris.

PARIS-DAKAR via le Sahara Occidental DE L'AVENTURE A LA MESAVENTURE

Lettre ouverte aux organisateurs et concurrents du Paris-Dakar

Vous avez l'intention dans quelques jours de participer à la course Paris-Dakar.

L'itinéraire choisi cette année passe par le Sahara Occidental, entre Maroc et Mauritanie.

Ce territoire n'est pas un simple morceau de désert propice, pour le moment, aux exploits sportifs !

C'est un pays envahi, mutilé, privé depuis 1975 de son droit à l'indépendance et dont les habitants, les sahraouis, sont en exil dans le sud algérien, ou durement soumis à la botte marocaine dans leur propre pays.

En parcourant ce territoire, ne vous transformez pas en instruments dociles de la politique marocaine, voulant faire croire à l'opinion, à la faveur de la grande popularité de cette course et des facilités consenties par le Maroc à sa réalisation, que le Sahara Occidental - ex Sahara Espagnol - occupé depuis 18 ans par la force, est bien une province marocaine ?

Cet espace de guerre, devenu pour les besoins de propagande de la puissance occupante espace de sports et de loisirs, est dangereux. En effet, malgré le cessez-le-feu intervenu depuis septembre 1991, sous l'égide et le contrôle des Nations-Unies, l'espace que vous allez parcourir est un espace de guerre, truffé entre autres de mines.

Ce territoire, à l'ouest du grand désert, n'est pas vide ! Ses habitants, les Sahraouis, face aux occupations successives, y revendiquent leur liberté, leur indépendance, et mènent depuis 20 ans, d'abord contre l'Espagne et aujourd'hui contre le Maroc, une guerre longue, difficile, souvent oubliée des grands médias.

En parcourant ce territoire vous devenez, peut-être à votre insu, les complices d'une injustice, d'une situation où seule compte la loi du plus fort et non le respect du droit des hommes comme de celui des peuples.

C'est sans doute la grande méconnaissance du problème qui vous a conduit à participer à cette course, sans prêter davantage attention au sens des itinéraires.

Souhaitant vivement que votre volonté d'aller à la découverte de l'autre et de l'aventure ne soit pas utilisée à d'autres fins et ne se transforme pas en "MESAVENTURE", nous vous prions de ne pas considérer l'étape Sahara Occidental comme réalisable dans les circonstances actuelles. Il y va de la crédibilité du rallye et de la sécurité de ses participants.

Baba SAYED

Représentant du Front Polisario pour la France

**XIXème conférence européenne de coordination
des comités de soutien au peuple sahraoui**

Les Comités de Soutien et de Solidarité avec le Peuple Sahraoui, auxquels s'étaient joints des Organisations Non Gouvernementales (ONG) de Coopération au Développement, des Associations de Droits de l'Homme et des Parlementaires Nationaux et Européens, ont réuni des délégués en provenance d'Algérie, d'Autriche, d'Allemagne, de Belgique, de France, d'Espagne, de Grande-Bretagne, de Hollande, d'Italie, de Suisse...

Les participants à la Conférence,

- Gravement préoccupés par la persistance de la situation de guerre imposée au Peuple Sahraoui par le Maroc depuis 1975 et les conséquences désastreuses qui en résultent pour ce peuple et pour la région : instabilité, pertes de vies humaines, des centaines de disparus, des dizaines de milliers de réfugiés, violations graves des droits de l'homme...

- Profondément inquiets par le manque de vigueur des Nations-Unies dans l'application de son plan de paix pour le Sahara Occidental, contenu dans la résolution 690 du Conseil de Sécurité. Ceci entame sérieusement la crédibilité de cette organisation et ouvre la région à de sérieuses incertitudes,

- Constatant l'arrogance du Maroc envers la Communauté internationale et sa politique constante d'entrave du processus de paix par le rejet de l'application de la Résolution 809 du Conseil de Sécurité demandant l'inscription immédiate des votants recensés par l'Espagne en 1974 ainsi que par les violations répétées du cessez-le-feu,

- Profondément affectés par les témoignages présentés par M. El Khadir Mohamed Ayad, détenu seize ans sans jugement, concernant sa terrible expérience en prison et la répression sauvage dans les territoires occupés,

- Constatant avec préoccupation la déception quant aux espoirs que le peuple sahraoui avait placé dans les Nations-Unies, fait qui peut amener à une rupture du cessez-le-feu en vigueur depuis le 6 septembre 1991,

- Après avoir entendu la déclaration du chef de la délégation sahraoui, M. Mahfoud Ali Beiba, Ministre de la Santé,

- Conscients de la nécessité de faire tout pour sauver le plan de paix pour garantir au peuple sahraoui ses pleins droits à l'autodétermination et à l'indépendance :

La Conférence,

1. Réaffirme son ferme engagement à défendre les droits du Peuple Sahraoui à l'autodétermination par l'application du Plan de Paix tel que contenu dans les résolutions 658, 690 et 809 du Conseil de Sécurité,

2. Salue le début des négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario à El Aiun le 17 juillet 1993 et exprime sa condamnation de l'attitude

dilatatoire du Maroc pour contrecarrer la tentative de l'ONU d'organiser la deuxième rencontre à New-York le 25 octobre dernier.

Les participants à la Conférence adressent un message urgent au Secrétaire général des Nations-Unies, aux membres du Conseil de Sécurité, au Conseil des Ministres des Relations Extérieures de la Communauté Européenne, afin qu'ils entraînent le Maroc sur la voie de la négociation directe bilatérale avec le Front Polisario, afin d'aboutir, sans retard, à la mise en oeuvre de toutes les phases du Plan de Paix des Nations-Unies - MINURSO -.

Les participants insistent en particulier auprès des membres permanents du Conseil de Sécurité et de l'ensemble des pays européens pour qu'ils aillent au-delà des déclarations d'appui au Plan de Paix et adoptent des mesures suffisamment contraignantes pour forcer le Maroc à se conformer aux résolutions 658, 690 et 809 du Conseil de Sécurité.

Les participants ont, pour leur part, au cours des travaux de la Conférence, décidé de l'adoption d'un programme annuel, afin de répondre aux exigences de la solidarité politique et matérielle en faveur des populations sahraouies :

1. La Conférence de Coordination a pris plusieurs initiatives visant à intensifier la campagne en faveur des disparus et prisonniers sahraouis. Cette campagne s'effectue en coordination étroite avec l'AFAPREDESA et culminera lors de la session de la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies à Genève en Avril 1994. Un secrétariat ad-hoc sera établi à cette fin à Genève.

Dès à présent, les participants feront campagne pour inviter les touristes européens à ne plus se rendre en vacances au Maroc, aussi longtemps que cet état refusera le droit à l'autodétermination et violera les droits humains sahraouis.

2. La Conférence de coordination a longuement examiné avec le Croissant Rouge Sahraoui et le Croissant Rouge Algérien, les besoins et la manière d'apporter des réponses coordonnées en matière d'aide alimentaire, d'agriculture, de santé, de transport, d'énergie, de formation, d'éducation scolaire et technique, de projets pour la promotion de la femme. Une attention particulière a été réservée à l'action européenne des caravanes humanitaires et à l'accueil des enfants sahraouis.

La Conférence a réaffirmé l'importance de la position et du rôle que les femmes sahraouies tiennent dans la société et dans le développement des campements de réfugiés des environs de Tindouf. Les participants entendent supporter et renforcer cet aspect fondamental dans leur coopération future.

3. La Conférence de Coordination a décidé d'organiser au mois d'avril 1994 une rencontre parlementaire internationale à Madrid.

Cette conférence aura pour thème :

- Comment lever les obstacles au Plan de Paix des Nations-Unies pour la mise en oeuvre d'un référendum d'autodétermination et à l'indépendance pour le Peuple Sahraoui.

- Mobilisation de la Communauté internationale pour la mise en oeuvre du Plan de Paix et par delà pour rendre aux Nations-Unies leur crédibilité.

- La situation des Droits de l'Homme au Sahara Occidental.

4. La 20ème Conférence de Coordination de Soutien au Peuple Sahraoui aura lieu à Bruxelles en octobre 1994, en liaison avec l'intergroupe parlementaire européen de soutien au peuple sahraoui.

Robert VIZET Le 13-07-93
Sénateur de l'Essonne

**Question écrite
SAHARA OCCIDENTAL**

Monsieur Robert VIZET demande à M. le Ministre des Affaires Etrangères de lui faire connaître les initiatives que la France envisage de prendre tant au sein du Conseil de Sécurité de l'ONU, qu'auprès du Maroc pour que les conditions du référendum au Sahara Occidental soient justes et équitables. L'attitude du Maroc ne laisse, en effet, aucun doute quant à sa détermination d'imposer une consultation faussée : en opposant des mesures dilatoires, en empêchant la MINURSO (Mission des Nations-Unies pour le Référendum au Sahara Occidental) d'opérer librement, en essayant d'imposer un corps électoral très éloigné de celui spécifié initialement dans le plan de paix - résolution 690 - voté à l'unanimité par le Conseil de Sécurité et accepté par le Maroc et le Front Polisario. En contradiction avec toutes les résolutions de l'ONU, le peuple sahraoui est ainsi menacé de ne pas pouvoir utiliser son droit légitime à l'autodétermination.

Tout doit être mis en oeuvre - et la France a de grandes possibilités d'y contribuer efficacement - pour que soi mené dans la plus grande transparence et à son terme le processus de paix au Sahara Occidental.

Résolution finale
de la conférence
de ROME(

Rome - Italie -
14.11.1993)

Présent et Avenir des Femmes Sahraouies

Palais du Luxembourg - Salle Médicis

23 octobre 1993



. Discours d'ouverture

. Le passé

. Le présent

. La formation professionnelle

. Messages

. Conclusions

Mme Khadija HAMDİ

Mme Régine VILLEMONT

Mme Khadija HAMDİ - Melle Kroua AMIN

Mme Christiane PERREGAUX

Mme CHEMILLER GENDREAU

Mme Danielle MITTERRAND

Pour la création d'un comité de suivi

Colloque animé par Madame Aline PAILLET

Journaliste FR3

En présence de :

. Mme ELMALAN

. Mme BIDART

. Mme TOUQUOY-MORICHAUD

. M. VIZET

Député européen

Sénateur

Conseillère régionale

Sénateur

. Mme BLANDIN

Présidente du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais

. Mme Joëlle KAUFMANN

. Mme de FROBERVILLE

Ligue des Droits de l'Homme

Présidente du Comité pour le Sahara Occidental

. Mme Danielle MITTERRAND

Présidente de la Fondation France-Libertés

Discours d'ouverture de Mme Abdelaziz Khadija épouse du Secrétaire général du Front Polisario et Président de la R.A.S.D.

Mesdames et chères amies,

Permettez-moi de vous dire mes chaleureux remerciements pour avoir répondu à notre invitation et à celle de l'Association des Amis de la RASD et accepté de nous tenir compagnie tout au long de cette journée consacrée aux femmes sahraouies, leur présent, fait d'exil, de souffrances, mais aussi de lutte et de courage. Leur futur, un futur qu'elles souhaitent de liberté pour leur pays et garant de leur statut d'égale de l'homme sahraoui.

Je remercie aussi celles qui, dans le cadre du comité de parrainage ou de préparation, ont assuré l'essentiel de la tâche et ont permis la tenue de ce colloque. A Claude Charon, Michèle Lauwenrens, Anne Babut, Anne Deville, Régine Villemont, Christiane Perregaux et les autres qui m'excuseront de ne pas pouvoir citer leurs noms, je dis toute ma reconnaissance.

Je remercie aussi et surtout Mme Mitterrand, l'infatigable militante des droits de l'homme et l'amie de toujours du Peuple Sahraoui. Mme Mitterrand qui pour défendre les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, n'a jamais reculé devant les obstacles, fussent-ils une tête couronnée comme au Maroc, ou des intouchables comme en Afrique du Sud ou en Indonésie pour ne

citer que ces quelques cas...

Mme Mitterrand qui a été partie prenante de tous les combats où il s'agit de défendre les hommes et leur dignité...

Le Peuple Sahraoui, Madame, comme celui de l'Afrique du Sud ou de Timor Est, vous est profondément reconnaissant pour la solidarité généreuse que vous lui avez toujours témoignée



et je salue la présence de Madame Blandin, présidente de la région Nord-Pas-de-Calais.

Mesdames, Messieurs,

A un moment où le Nord Ouest de l'Afrique est plongé dans une situation douloureuse, expression d'une vague d'intolérance et de fatalité de l'échec, comment ne pas saluer cette heureuse initiative, ô combien opportune, qui s'inscrit dans cette tradition séculaire de solidarité entre les femmes françaises et maghrébines ?

Je suis certaine que les contributions des uns et des autres et le débat qui ne manquera pas de s'instaurer entre les inter-

venantes et le public, contribueront à dégager cette aspiration qui nous est commune, celle de voir la liberté triompher là où elle est niée, la justice reprendre ses droits là où la force essaie d'imposer à ses victimes le silence.

Ce colloque nous le voulons un acte de foi en l'Organisation des Nations-Unies et une marque de la confiance que notre peuple

place en elle pour obtenir la mise en oeuvre du plan de règlement accepté par le Front Polisario et le Maroc, et consacré par le Conseil de Sécurité le 29 avril 1991 et par lequel celui-ci s'engage à offrir au Peuple Sahraoui, à travers un référendum d'autodétermination, li-

bre, général et régulier, la possibilité de disposer de son avenir.

Ce colloque, nous le voulons aussi un cri, un appel, une parole contre l'oubli et l'indifférence menaçants !

"Goulili dis-moi ma soeur"

**Cassette vidéo VHS
durée 82 mn**

Prix 150 F + 25 F de port

PALAIS DE
LUXEMBOURG
SALLE MEDICIS
15, rue Vaugirard
PARIS 6e.
Le 23 octobre
1993

LE PASSE

C'est une tâche difficile dans un tel colloque d'être en charge de l'histoire, et de tenter de retrouver dans le passé de tout un peuple la place plus particulière qu'y tiennent les femmes.

En effet, dans la plupart de nos sociétés, tant de l'occident que du Maghreb, les femmes apparaissent peu et n'ont préoccupé que fort récemment les historiens.

Il aura fallu tout le talent d'Asia Djebbar pour restituer leur existence aux femmes de Médine et beaucoup d'autres livres restent à faire.

Les femmes sahraouies, quant à elles, se sont mises à écrire leur histoire en prenant toute leur part dans la lutte de libération et dans l'émergence d'une société, à la fois enracinée dans ses valeurs anciennes et ouverte à une modernité toujours à maîtriser.

Avant d'évoquer à grands traits l'histoire du Peuple Sahraoui, j'aimerais retrouver avec vous quelques traces des femmes du Sahara occidental.

La passionnante somme rassemblée par l'anthropologue Sophie Caratini sur les sociétés traditionnelles de l'ouest du Sahara peut être un premier fil. On y retrouve comme dans les campements de l'exil aujourd'hui la femme maîtresse de sa tente, de l'espace domestique, de l'éducation des enfants et l'habitude du travail communautaire ; la twiza qui rassemble, entretient la cohésion et la solidarité pour les tâches difficiles.

Pour mémoire :

"Une femme n'est perçue socialement comme telle que lorsqu'elle est épouse et à fortiori mère. Par le lien du mariage, la jeune fille s'affranchit de l'autorité paternelle et maternelle. Elle acquiert en même temps des droits et des devoirs, sa propre tente, son espace qu'elle organise à sa guise et où elle règne en maîtresse, du moins en l'absence du chef de famille"... "La fabrication de la tente elle-même est d'ailleurs un travail exclusivement féminin".

"La twiza est organisée par les femmes lorsqu'elles tissent, cousent une tente ou une banya ou encore dressent pour la première fois une nouvelle tente. La twiza est une forme d'entraide réciproque".

Au début de la guerre du Sahara occidental, Djamila Olivesi dans "Les Enfants du Polisario", idéalise en de très belles images ces femmes sahraouies :

"Les femmes sont de vraies femmes avec leurs rires et leurs corps toujours frais. Les voiles les protègent des trop lourdes clartés et leurs visages nous disent la sérénité. C'est elles qui tissent nos abris."

et restitue toute la mesure de leur engagement dans la résistance à l'Espagne :

"Les enfants volent les tissus pour faire de somptueux drapeaux et donnent l'idée aux femmes de décorer leurs voiles du symbole de la lutte. Les espagnols s'étonnent de ces uniformes"...

et leur première place quand le Maroc envahit le territoire :

"L'armée du roi a investi le Nord, comme un serpent mauvais.

Les femmes prennent en charge toute la communauté et des écoles de la révolution couvrent les campements de misère".

L'observation attentive des photographies est un autre moyen pour retrouver ces femmes sahraouies.

Les images trop rares des rassemblements à El Aïoun, celui par exemple de mai 1975, quand les sahraouis appelés par le Front Polisario disent à la mission de l'ONU, dépêchée sur place, leur volonté de choisir librement leur destin par l'exercice de leur droit à l'autodétermination. La photo nous montre des hommes plutôt jeunes, qui brandissent résolument des drapeaux, mais les femmes ne sont pas absentes, un peu à l'arrière certes mais sur le terrain public et engagées dans le processus historique par leur présence physique même.

L'année suivante, quand l'histoire se précipite, que face à l'invasion du territoire par le Maroc et la Mauritanie, il faut organiser la défense et l'exil, les femmes sont partout sur les photos. Je pense en

particulier au très beau reportage de 1976 de Jean Bertolino, qui les montre de tous âges autour des camions, des tentes de fortune, à la recherche du bois, distribuant nourriture et médicaments.

A l'occupation marocaine, les femmes sahraouies restées dans les zones occupées paient un lourd tribut. L'étude des listes de personnes arrêtées entre 1975 et 1987 permet au moins d'en cerner l'importance, même si dans leur sécheresse elles restituent bien peu des souffrances et humiliations subies.

Huit cents sahraouis résidant au Sahara occidental occupé, dont deux cents femmes, ont été arrêtés entre 75 et 87, le plus souvent pour complicité avec le Front Polisario et sans que de quelconques jugements suivent. La plupart ont disparu.

Chaque année, des femmes sont arrêtées dans une proportion qui va en s'aggravant. Moins nombreuses par rapport à l'ensemble, 13 % en 1975 et 1976, au moment des grandes vagues d'arrestations lors de l'occupation du territoire, elles sont plus touchées les années suivantes (42 % des arrestations en 1981, 34 % en 1987), indication certaine de leur engagement dans la résistance clandestine à l'occupant marocain et de leur importance sociale et culturelle comme premières dépositaires, à travers l'éducation des enfants, la culture privée, domestique, de l'identité sahraouie.

Aucune classe d'âge n'est épargnée et si les jeunes femmes de 15-35 ans sont davantage touchées (65 % du total des arrestations), on retrouve dans ces sinistres listes des femmes âgées (72 ans) ou des petites filles.

Toutes ces femmes, déclarées sans travail, sont ménagères au foyer ; plutôt jeunes elles paient le prix fort de la résistance à l'occupation ou du simple arbitraire qui frappe tout sahraoui. Les listes de 1987 font apparaître quelques étudiantes.

Les lieux de naissance très nombreux indiquent une grande dispersion géographique sur tout le territoire et peuvent être analysés comme l'indication d'une adhésion large à la volonté d'indépendance.

Ainsi, comme d'autres femmes, en d'autres lieux et d'autres temps, je pense bien sûr aux femmes algériennes pendant la guerre de libération et pourquoi pas aux femmes françaises qui, en prenant la place des hommes dans les usines en 14-18, ont commencé à secouer les chaînes ancestrales mais ont dû attendre 27 ans encore pour devenir de vraies citoyennes et voter, les femmes sahraouies connaissent depuis vingt ans de profondes transformations qui affectent leur place dans la société.

D'un rôle strictement privé et domestique, l'histoire les a conduit à assumer un rôle social et public dans le contexte d'une lutte de libération.

Les caractéristiques traditionnelles de la société bédouine, dans le respect des codes et valeurs musulmanes, les a-t-elles mieux préparées que d'autres femmes musulmanes à prendre part à cette lutte ?

N'est-ce pas plutôt les conditions objectives de toute lutte de libération, leur dureté, qui imposent de mobiliser l'ensemble de la population, l'élan donné étant alors suffisamment puissant pour faire vaciller la pudeur et la timidité des unes et reculer l'exigence de toujours, reproduire les mêmes rôles sociaux des autres.

Le processus historique n'est plus alors celui strictement d'une lutte de libération nationale, mais bien d'une révolution qui, pour rassembler toutes les forces sociales autour de la revendication nationale, doit développer un projet radical de transformation, capable de mobiliser toutes les énergies. Toute la place prise par les femmes dans la société sahraouie d'aujourd'hui s'inscrit dans ce contexte, de même l'abolition de l'esclavage, l'abandon de toute référence à la composition tribale du peuplement, etc...

Dans le cas particulier du Sahara occidental, deux aspects sont à retenir qui donnent une tonalité particulière à ce conflit.

La durée de la guerre et de l'exil, que chaque sahraoui exilé à Tindouf ressent à juste titre si durement, est aussi une chance pour les femmes qui ont disposé de davantage de temps que leurs sœurs algériennes par exemple, pour transformer réellement leur rôle et créer des processus irréversibles.

Le pragmatisme des dirigeants sahraouis, leur grande sagesse du temps qui leur ont permis d'éviter toute marche forcée et de transformer leur société en tenant compte au mieux de tous et en préservant toujours une forte cohésion sociale.

La création d'une école de femmes, dite du 27 février, date de la proclamation de l'indépendance, dès 1976, témoigne vivement de la place qu'avaient déjà prise les femmes dans cette lutte, de leur capacité à imposer ce type de structure, à la faire fonctionner et l'organiser de telle sorte qu'elle prenne un sens pour toute la population.

Il me semble bien que l'Ecole du 27 février et le campement qui l'entoure est en 1993 un des lieux qui donne le "la" aux campements dans leur ensemble, mais c'est une autre histoire qui renvoie au présent et je ne voudrai pas dépasser les limites du territoire qui m'a été attribué!

Il convient maintenant de restituer ces propos dans un contexte plus large et plus ordonné.

Le territoire du Sahara occidental, d'une superficie de 266 000 km² s'étend du Maroc au Nord à la Mauritanie et l'Algérie au Sud et au Sud Est. Il bénéficie d'une longue façade atlantique aux importantes ressources halieutiques et se compose de deux principales régions, au Nord la Saguia El Hamra, au Sud le Rio de Oro.

Le peuplement de cette région est composite et ancien. D'abord paysannat noir quand au néolithique, le Sahara était vert, des gravures rupestres en portent témoignage ; puis, peuplements berbères qui comme partout au Maghreb ont été affrontés au peuplement arabe, d'abord aux 7^e et 8^e siècles, au moment de la grande expansion de l'Islam, puis au 12^e siècle quand les tribus arabes Maqil du Yémen ont progressivement poussé leurs migrations vers l'ouest.

Il se crée ainsi un corps social à la fois diversifié et structuré, qui ne se préoccupe pas de frontières mais de territoires de parcours et de leur contrôle, uni par une même organisation sociale, une même religion et une même langue, le Hassanya, que l'on retrouve aujourd'hui aussi bien en Mauritanie qu'au Sahara occidental.

Cette côte atlantique de l'Afrique apparaît dans l'histoire occidentale à partir du 15^e siècle, quand espagnols et portugais recherchant de nouvelles routes des Indes découvrent le Cap Bojador et les Iles Canaries, et par là des sources d'approvisionnement direct en or et en esclaves.

Plus tard, au 19^e siècle, l'Angleterre et la France regardent de ce côté pour l'établissement de comptoirs commerciaux, mais la côte au Nord est d'accès difficile et le détournement du commerce transsaharien vers Saint-Louis du Sénégal enlève à ces places partie de leur intérêt.

Alors que les puissances européennes au Congrès de Berlin en 1884 se partagent l'Afrique, l'Espagne se réserve face aux Iles Canaries "le territoire sans maître" du Rio de Oro, et n'en prendra véritablement le contrôle qu'en 1934, alors que de son côté la France "a pacifié les

confins" en reliant ses possessions algériennes à celles de l'Afrique occidentale française.

Tardivement soumis, le Sahara espagnol ne bénéficie pas vers 1960 du vaste mouvement de décolonisation qui transforme le visage de l'Afrique. Au contraire, l'Espagne intéressée par la récente découverte et la mise en production des phosphates, prolonge et renforce sa présence au Sahara occidental - en 1958 le territoire est déclaré 51^eme province espagnole et la jema'a, assemblée de notables tout dévoués à l'Espagne, est créée en 1967.

Face à cette situation, et alors que le comité de décolonisation des Nations-Unies inscrit régulièrement à son ordre du jour depuis 1963, la question du Sahara espagnol, face aux visées territoriales que Maroc et Mauritanie ne se cachent plus à exprimer depuis 1970, se développe parmi les étudiants, les employés des phosphates... un mouvement national, qui se concrétise en mai 1973 par la création du Front Polisario, avec comme mission, la libération totale du territoire au moyen de la lutte armée.

Le 20 mai de la même année, la première opération militaire oppose les troupes du Polisario aux détachements du Tercio espagnol au poste de El Khanga.

Désormais, les exigences du Front Polisario se radicalisent et les militants adoptent, au cours du 2^eme congrès d'août 1974, un programme appelant à l'indépendance du Sahara.

Sur le point de se retirer du Sahara espagnol, l'Espagne signe en novembre 1975 à Madrid des accords avec le Maroc et la Mauritanie, suivant lesquels et en échange de quelques avantages économiques, elle cède son ancienne province à ses deux voisins, Maroc et Mauritanie. Ces accords sont signés alors que la population du Sahara occidental n'a pas été consultée et n'a pu, suivant l'avis du comité de décolonisation de l'ONU, exercer son droit à l'autodétermination.

Dans cette affaire, l'Espagne trahit le peuple sahraoui en n'assumant pas ses devoirs de puissance occupante.

Une partie de la population fuit l'arrivée de l'armée marocaine et se regroupe dans des camps sur le territoire du Sahara occidental. Le bombardement en janvier 1976 par l'aviation marocaine du camp de Guelta-Zemmour, pousse un grand nombre de sahraouis à rejoindre la région de Tindouf en Algérie.

La République Arabe Sahraouie Démocratique est proclamée le 27 février 1976.

Tandis que l'armée de libération (ALPS) tente de résister à l'invasion des troupes marocaines et mauritaniennes, la vie des campements s'organise sur une terre d'exil particulièrement inhospitalière.

La Mauritanie s'étant retirée du conflit en juillet 1978, l'ALPS continue d'affronter l'armée marocaine. En août 1988, un plan de paix élaboré par le Secrétaire général des Nations-Unies est accepté par le Maroc et le Front Polisario. Il prévoit l'organisation d'un référendum d'autodétermination.

Le Conseil de Sécurité adopte à l'unanimité ce plan (résolution 690) en avril 1991 et crée la Mission des Nations-Unies pour le Référendum au Sahara Occidental (MINURSO).

L'approche du référendum, prévu pour la fin janvier 1992, nourrit l'espoir des populations réfugiées d'un retour prochain dans leur pays devenu indépendant.

Les blocages marocains, l'impuissance de l'ONU, retardent aujourd'hui le processus. Malgré le cessez-le-feu, la plupart des hommes restent mobilisés au sein de l'ALPS, la vie des camps reposant toujours sur le travail des femmes.

Pour les réfugiés, la perspective de retour au pays est redevenue lointaine et jalonnée d'obstacles.

régine
VILLEMONT
Secrétaire
Générale
Association des
Amis de la
R.A.S.D.

L'AVENIR DE LA FEMME SAHRAOUIE : UNE PREOCCUPATION ET UN REVE

Il n'est pas aisé pour la femme sahraouie, alors que la lutte de libération se poursuit, de considérer d'une façon dissociée du présent, le futur, ou encore d'avoir une idée précise de son rôle dans l'après indépendance.

L'essentiel pour les femmes, au cours des luttes de libération, a toujours été de mettre toutes les énergies au service de la lutte de libération nationale, en tant que priorité des priorités, puisque l'objectif fondamental, notre résistance à l'occupation de notre pays, fait passer toutes les autres contradictions, qu'elles soient politiques ou sociales, au second plan.

Cette étape se singularise par :

a) Le besoin urgent de mettre toutes les forces sociales au service de la lutte et de l'autodéfense

b) L'absence des hommes qui sont sur le front et qui donne aux femmes de larges responsabilités

c) Une conscience tacite de la complémentarité et de la nécessité de l'implication dans l'effort collectif ; ce qui fait que beaucoup d'hommes tolèrent que les femmes s'adonnent à des activités en dehors du foyer familial, même si au fond ils ne sont pas, pour certains, convaincus de l'utilité de la poursuite de la mission, au-delà des raisons immédiates qui l'imposent (épouses, soeurs, mères...).

LA FEMME SAHRAOUIE ET L'AVENIR

C'est peut-être la première fois que la femme sahraouie essaie, alors que l'objectif national n'est pas encore atteint, de penser à elle-même en dehors du contexte général qui l'entoure.

Cet essai nous semble nécessaire puisqu'il doit nous permettre, malgré les tâches ardues du moment, d'évaluer le chemin parcouru et de se faire une idée de la place que nous voulons une fois l'indépendance retrouvée, et ainsi peut être éviter la réédition d'expériences malheureuses d'autres femmes qui,

après avoir donné le meilleur d'elles-mêmes se sont retrouvées spoliées de leurs acquis, leurs aspirations ignorées.

L'indépendance, en d'autres termes, a généralement été pour elles le moment de régressions, accentuation de la discrimination et en définitive mise à l'écart du débat politique et de l'activité nationale pour l'édification du pays.

La période de "ni guerre ni paix" que nous vivons depuis le début du déploiement des forces des Nations-Unies dans le territoire et les tentatives jusque là infructueuses de la mise en oeuvre du plan de paix au Sahara occidental, ainsi que l'espoir de retrouver bientôt le sol national, ont été des facteurs importants qui ont suscité un début de débat sérieux chez les femmes sahraouies, quant à leur statut dans la société de demain.

Tant il va de soi que sans l'apport et la complémentarité de toutes les composantes de la société, l'avenir de la nation toute entière ne peut être que compromis.

Cette réflexion a été engagée pour la première fois il y a trois ans. Au sein de notre organisation et au niveau de la base, nous avons amplement discuté de notre rôle d'aujourd'hui et de demain.

Pour la première fois, la femme a parlé de travail en tant que devoir relevant de sa responsabilité, dans le cadre de la libération mais aussi comme possibilité lui garantissant demain son indépendance et son autonomie de décision. Pour la première fois aussi, beaucoup de femmes soulignent l'importance des salaires, alors que des générations entières d'entre elles n'ont aucune idée de l'autonomie économique, qui constitue pourtant le fondement de la liberté individuelle.

Pour la première fois, il a été question d'aptitude professionnelle, de diplôme, qui sont les passeports de toute femme aspirant à jouer un rôle dans l'avenir et participer à la vie des entreprises et institutions économiques qui exigent

des cadres qualifiés techniquement et aptes culturellement.

Bien d'autres questions ont été posées telles les causes de cette nouvelle prise de conscience, les difficultés et les embûches qui jalonnent cette voie :

Au niveau subjectif :

1) Le Front Polisario a depuis sa création, adopté une politique favorisant la femme, et devant permettre à travers la mise sur pied de structures éducatives et de formation son émancipation. Mais la participation de celle-ci, même massive, dans tous les secteurs d'activité, est restée peu effective, parce que motivée par les contraintes du moment (guerre, exil, absence des hommes, dans les secteurs où elle est appelée à jouer un rôle distingué...).

2) L'évolution tardive d'une prise de conscience au niveau de nombreuses femmes de l'importance du rôle qu'elles peuvent assumer dans le changement social et la difficulté pour elles de percevoir leur rôle avec exactitude, l'indépendance n'étant perçue que comme un temps de repos, après les souffrances endurées pendant la guerre, l'exil, auprès du mari, des enfants, avec toutes les commodités dont elles ont été privées durant les dix huit années écoulées.

Même si une telle aspiration est légitime, il n'en demeure pas moins que c'est là l'image d'une femme démissionnaire devant l'ampleur d'une tâche qui demeure certes extrêmement difficile.

3) La précarité du partage actuel du travail où les hommes sont au front et les femmes gèrent les campements de réfugiés (85 % de monitrices de jardins d'enfants, 80 % d'enseignantes, 70 % du personnel médical, 80 % dans l'administration, sans parler de la production, tissage, confection d'habits, artisanat, jardins potagers...). Sur le plan politique également, la femme participe massivement au niveau des congrès et conférences de l'organisation politique, sans toutefois avoir de représentation significative dans

les instances supérieures du Front Polisario. Un autre motif pour préparer activement et dès à présent l'avenir !

Il est patent que le retour des hommes du front de combat constitue "une menace" pour cette présence remarquable et remarquée des femmes, d'autant plus que les unités militaires ont leurs écoles et partant le combattant associé affrontement avec l'ennemi et formation.

La femme, pour sa part, peu qualifiée, préoccupée par les enfants (taux de naissance élevé), empêtrée dans les affaires domestiques dans des conditions pénibles, partagée entre les devoirs familiaux et les tâches organisationnelles et sous le poids psychologique de l'absence du mari, du fils, du frère - une absence parfois pour l'éternité - essaye avec courage de faire face à tous les défis, au prix de sa santé, de sa formation et de son éducation.

Ainsi, la femme n'a pu tirer le meilleur profit des occasions de formation qui se sont présentées à elles (campagne d'alphabétisation, stages, écoles de cadres...).

4) Le nombre réduit de femmes qui ont fréquenté les universités et les instituts supérieurs : quelques médecins et professeurs...

Le mariage précoce pratiqué encore dans certaines familles, malgré les orientations de notre organisation dans ce domaine en est responsable d'une part, et d'autre part il est à incriminer le système sélectif adopté par certains pays où nos étudiants ont la possibilité de suivre leur cursus universitaire.

5) Les chances limitées de formation à l'extérieur et quand la possibilité se présente, de nombreux problèmes se posent : parfois la langue et parfois le passeport, les visas ou les billets et les frais de voyage ...

Sur le plan objectif :

1) Du fait de notre appartenance à la région maghrébine et tout ce que cela sous-tend comme liens civilisationnels (langue, religion, culture...), il est vital que la femme sahraouie tienne compte de la dé-

ferlante intégriste qui, telle une pieuvre, étale ses tentacules sur tout le maghreb, mettant à rude épreuve des acquis politiques et sociaux dont ceux de la femme.

Consciente de ce danger, la femme sahraouie se doit de s'armer de vigilance et de courage pour sa propre défense et pour la préservation de ses acquis et de ceux du peuple sahraoui, en général contre les idées rétrogrades et obscurantistes.

Certes, l'Islam est notre religion, mais l'Islam original, celui que nous avons toujours pratiqué, est un **Islam libérateur pour la femme** qui lui accorde une place de choix dans la société.

On lui impose les travaux domestiques et la garde des enfants, ce qui la met devant un dilemme douloureux de choisir entre le travail et le foyer, alors qu'elle peut bien allier les deux tâches à l'avantage de tous.

Pour toutes ces raisons, **l'avenir constitue notre préoccupation et notre rêve**, même si la paix n'est pas encore à portée de main. La paix, condition et garantie première de l'avenir.

Aussi, nous nous devons de réfléchir sur les moyens de surmonter les obstacles, afin que l'enthousiasme ne s'émousse et **que l'on ne répète les erreurs des autres mouvements de libération**. Il faut tenir fermement à notre modèle, le parfaire et le consolider pour qu'il ne s'effrite au son des premières fanfares de la fête de l'indépendance.

Par conséquent, les questions suivantes restent posées et méritent avec votre concours d'être approfondies :

1) Comment la femme sahraouie peut-elle envisager l'avenir, sa préparation à partir de maintenant et dans le cadre des données présentes, sans craintes d'un retour en arrière ?

2) Comment la femme sahraouie peut-elle contribuer efficacement à l'élaboration d'une ébauche de projet social, à même de lui garantir les droits et devoirs ?

3) **Comment nos amies européennes peuvent-elles apporter leur contribution à notre réflexion** pour la mise en place d'une stratégie, en prenant en considération les difficultés et les acquis que je viens d'énumérer et sur la base de leurs propres expériences ?

4) Comment pouvez-vous contribuer à la préservation des acquis de la femme sahraouie et l'aider politiquement, professionnellement et matériellement, pour qu'elle soit à même de surmonter les difficultés actuelles et garantir son avenir ?

Les questions que je vous pose restent préoccupantes pour la femme sahraouie. La femme sahraouie qui vit la contradiction d'une prise de conscience aigüe de ses problèmes et d'une déficience de son niveau culturel et professionnel.

Il est essentiel que **l'instauration d'une véritable coopération entre les femmes sahraouies et européennes**, coopération qui fera profiter les premières de l'expérience multiple et riche des dernières, **reste la seule, sinon l'unique possibilité pour les femmes sahraouies de préserver leurs acquis**, de conforter leur rôle de première importance dans leur société. Vous restez donc, dans les conditions difficiles que nous connaissons notre seul recours. Votre solidarité et le soutien que vous pouvez nous apporter, dans les domaines de la formation, de l'éducation... bref dans tous les domaines qui constituent notre préoccupation, est, soyez en certaines, notre seule chance de ne pas voir notre expérience sombrer dans la fatalité de l'échec. **C'est donc un cri d'espoir que je vous lance** et j'espère être entendue. Je suis sûre que la mise sur pied du comité de suivi répond à cette attente.

En conclusion je vous remercie toutes. Je vous remercie, Madame Mitterrand, de nous avoir honoré par votre présence et d'avoir par votre engagement de militante en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, contribué à sensibiliser l'opinion publique au drame que vit notre pays, dans sa quête pour la liberté. Encore une fois merci et à bientôt.

LE PRESENT DE LA FEMME SAHRAOUIE

Je m'associe à Mme Hamdi pour vous dire à toutes, à vous tous, mes chaleureux remerciements pour avoir accepté par votre présence avec nous, de témoigner de l'intérêt que vous portez à la lutte de notre peuple pour sa liberté de manière générale, et à celle que nous menons, nous, femmes sahraouies, de façon spécifique, pour notre dignité de femmes.

Il me revient, au cours de cet exposé, de vous expliquer le présent des femmes sahraouies... c'est-à-dire l'importance de la responsabilité qu'est la leur, dans l'organisation politique, sociale, économique de la société sahraouie...

Pour y arriver, la méthode que j'ai retenue consiste à mettre en exergue le fonctionnement des cinq comités qui régissent la vie dans les campements et dans les zones libérées de la R.A.S.D. Etant donné que c'est dans leurs cadres que se déploient l'essentiel des activités et qu'ils sont composés majoritairement de femmes et dirigées par des femmes, j'espère ainsi vous faire prendre, concrètement, la mesure de l'importance de la tâche lourde, écrasante qui est la nôtre actuellement...

Mesdames, Messieurs,

Nombreux sont ceux qui le 31 octobre 1976 et devant l'importance de la machine de guerre mise en branle par le Maroc contre le peuple sahraoui, donnaient peu cher de l'avenir de celui-ci.

Nombreux sont les témoins directs, représentants d'organisations internationales ou journalistes, qui ont vécu ces premières heures tragiques dans les zones libérées par le Front Polisario et les campements de réfugiés...

Amas hétéroclites de tentes rapiécées, montées par on ne sait quel miracle, détresse humaine que seule l'exode engendre, atmosphère de misère insondable

qu'accroît et souligne encore la nature aride et inhospitalière des lieux...

Quelques années plus tard, ce sont les mêmes témoins qui sont restés émerveillés, à l'opportunité d'un retour, devant le modèle d'organisation et de gestion qu'ils découvrent devant leurs yeux...

Des tentes impeccablement alignées, des habitants dignes et sereins, affairés à leurs tâches quotidiennes, une propreté remarquable, en un mot une atmosphère différente, totalement différente de celle des premiers jours... Une ambiance qui respire l'optimisme, la confiance et une détermination profonde que sous-tend une organisation bien au point...

Car c'est un constat désormais établi : l'organisation de la vie dans les campements de réfugiés et dans les zones libérées est un modèle du genre. Il est vrai que cela est dicté par des impératifs d'ordre politique. Le résultat est que dans la vie de chaque jour, les campements et les zones libérées sont des facettes qui offrent des leçons de démocratie, de conscientisation, d'idéal unitaire exemplaire, de sens des responsabilités. Les

campements et les zones libérées sahraouies sont le puits de notre peuple et le meilleur reflet que l'on puisse avoir de ses capacités.

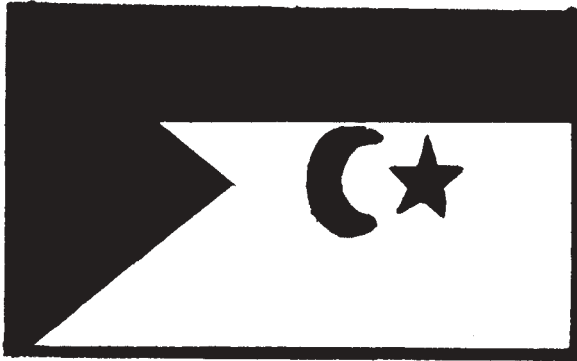
La vie y est régie par cinq comités, tous présidés par des femmes élues qui sont aussi présentes dans toutes les tâches à une majorité écrasante. Ces comités sont ceux de l'alimentation et de l'approvisionnement, de l'éducation, de la santé, de l'industrie et enfin celui de la justice. **Ils relèvent du Conseil populaire de daïra**, qui se compose du président du Conseil, d'un vice-président et des présidentes de comités.

Les prérogatives des comités embrassent la totalité des activités dans les campements et les zones libérées. Les activités commencent à 9 heures du matin et vont jusqu'à midi. Elles reprennent à 15 heures et se terminent à 18 heures.

La tâche du comité alimentation et approvisionnement est dans une certaine mesure la plus délicate.

Assuré par le Croissant Rouge Sahraoui, le travail consiste en l'acheminement, le





Sophie CARATINI,
anthropologue, présente au colloque
"Présent et Avenir des Femmes Sahraouies",
vient de publier au SEUIL
un très beau roman-récit de voyage
où elle raconte ses premières rencontres,
en 1974, avec les tribus du nord mauritanien,
si proches alors des sahraouis.

"Les enfants des nuages" Le Seuil

*(pour mémoire, publication à l'HARMATTAN
d'une somme sur les tribus réguibat en 2 vol.)*



PHOTOS : *Alain SUSCZINSKI
Daniel BOUCHEZ*



Rédition
"Femmes sahraouies"
Christiane PERREGAUX
(Harmattan)



Samedi 11 décembre 1993
FRANCE-CULTURE

Grand Angle

"Femmes sahraouies - Femmes combattantes"



stockage et la distribution de la nourriture. Pour ce faire, le comité dispose des besoins exprimés de chaque famille, qu'il répertorie, et enregistre les rations et quotas de nourriture et d'autres produits indispensables (gaz...) qui sont conformes aux besoins eux-mêmes définis et déterminés par des normes unitaires.

Le comité santé est chargé du volet sanitaire, donc articulé autour de la prévention. Sous sa direction, des campagnes d'hygiène, de désinfection des eaux sont entreprises. Par ailleurs, les enfants sont pris en charge par la "santé" jusqu'à l'âge de trois ans.

Le chapitre de la formation, de l'alphabétisation, de l'animation, des loisirs, concerne le comité éducation.

Dès l'âge de trois ans, l'enfant est intégré dans un cycle pré-scolaire dans les "Dour Al Hadana" (crèches et jardins d'enfants).

Ce suivi est constant jusqu'à ce que l'enfant atteigne la sixième année, l'âge de la scolarisation proprement dite...

Ce changement de "statut" ne l'écarte pas pour autant du champs des prérogatives du comité d'éducation.

D'autre part, **à l'occasion des vacances estivales** au cours desquelles l'ensemble des étudiants à l'étranger revient, l'UJSARIO (l'Union de la Jeunesse de Saguiat Al Hamra et Rio d'Oro) entreprend **une campagne d'alphabétisation des adultes**. Ces mêmes vacances sont une opportunité pour rassembler un vaste forum qui réunit en un florilège de festivals culturels et sportifs, les écoles et centres de formation des différentes willayas, pour la phase finale des compétitions et concours qui se seraient déroulés durant l'année.

Le comité oeuvre aussi à la promotion de la culture nationale sahraouie et à un travail de prospection et d'enrichissement,

par le biais de la recherche. Il englobe différents volets, comme la musique, les danses et la poésie. **L'effort tend aussi en direction des personnes âgées**, véritables encyclopédies historiques **pour transcrire leur mémoire** et reconstituer par l'écrit le fond historico-culturel sahraoui.

A partir de 18 ans, chaque habitant suit une instruction militaire régulière. En sont exemptés les invalides et les vieux d'un certain âge. En sont dispensées également les femmes enceintes. Elles la reprennent lorsque leur nouveau-né atteint six mois.

Le comité industrie a à sa charge l'artisanat, les produits culturels, et tout ce qui a trait à la confection, tissage, couture montage. Il s'occupe aussi de la réparation des tapis, tentes...

Enfin, **le comité justice** a autorité sur les domaines de l'éducation civique et religieuse, l'élaboration des prêches, les affaires juridiques.

Il chapeaute le côté social et régit les rapports des habitants, la vie familiale. Il est aussi le gardien des traditions...

Cette présentation des différents comités, qui veillent à l'organisation de la vie des campements et des zones libérées, reste assez schématique lorsque l'on perd de vue le fait que même si les prérogatives de chacun sont précises, cela ne signifie pas qu'il y a un clivage strict dans les attributions. Au contraire, chaque comité travaille concurremment avec l'autre et en même temps en parfaite symbiose.

Cette symbiose est encore renforcée par le haut degré de conscience et la responsabilisation de chaque habitant des campements et des zones libérées. En fait l'oeuvre de chacun est l'oeuvre de tous, et l'oeuvre de tous se fait essentiellement avec la participation de chacun.

En témoignent les implantations qui sont dans les willayas de Smara, l'Aioun et de Dakhla et qui produisent des tomates,

des oignons, betteraves, radis, pommes de terre, salade et qui approvisionnent les hôpitaux, crèches et écoles et parfois quand la récolte est abondante, la distribution peut s'élargir aux habitants des willayas. Cela prouve une nouvelle fois que les efforts et la volonté sahraouie sont entiers et exclusifs, dans la mesure où leurs moyens le leur permettent. Si l'aide de la communauté internationale se renforçait en tentes mieux adaptées dans la vie du désert, en couvertures, en provisions, en drains ou pompes à eau, en bourses pour assurer une formation véritable pour un personnel compétent dans les différents domaines sensibles (santé, éducation...), d'autres résultats encore plus spectaculaires seraient sans doute atteints.

Lorsque des visiteurs nous font part de leur émerveillement devant notre capacité à transformer des amas de ferraille en ustensiles ou des outils, ou lorsque nous rendons la plus insignifiante des choses utiles, nous leur répondons : **"le plus dur a été fait, le plus dur reste à faire!"**.

Car tout ce qui a été entrepris durant les deux dernières décennies d'exil ne peut être considéré, au regard des difficultés qui nous attendent et que nous mesurons parfaitement, que comme un pas sur un grand et long chemin qui se prolongera, vous l'avez bien compris au-delà de l'indépendance...

Sachez donc que **votre soutien nous est indispensable pour nous sentir moins seules, plus fortes** et en mesure d'affronter avec plus de détermination et d'espoir, les dures réalités qui demeurent à vaincre... et à cet effet, nous croyons que la constitution, au terme de ce colloque, d'un comité de suivi qui aurait comme tâche de stimuler, de donner un sens à nos échanges, serait une des premières réponses possibles.

UN ENJEU POUR LES FEMMES SAHRAOUIES

La Formation Professionnelle

Avant de commencer, permettez-moi de vous remercier pour m'avoir invitée à me joindre à vos travaux.

Mon apport se basera principalement sur mon vécu avec les femmes sahraouies. J'ai eu la chance de connaître quelques femmes - je peux dire aujourd'hui des amies - depuis dix-huit ans et j'ai pu ainsi suivre l'évolution qui s'est opérée de la fuite désespérée des femmes et des enfants sahraouis sur la hamada de Tindouf en Algérie à aujourd'hui. Il se basera également sur les informations que l'Union Nationale des Femmes Sahraouies m'a fait parvenir et sur les dossiers de diverses organisations qui coopèrent depuis plusieurs années à la formation d'éducatrices et d'enseignantes sahraouies. Je m'arrêterai brièvement sur 5 points :

1. L'héritage de la colonisation
2. L'arrivée dans les campements
3. Les premières années d'exil
4. La perspective d'indépendance
5. La nécessité d'une formation professionnelle : appel à la coopération et à la solidarité extérieure

L'intérêt aujourd'hui de parler des questions de formation telles que les posent les femmes sahraouies, c'est qu'il nous conduit à tourner un regard critique sur l'histoire qui ne leur a pas permis d'avoir une scolarisation de base pour poursuivre aujourd'hui une formation et de faire le bilan des acquis et des perspectives. Le chemin parcouru ces dix-huit dernières années va compter au moins double dans l'histoire des femmes sahraouies. Il les a amenées **d'une situation où la formation se faisait par la transmission de pratiques** (la mère et les femmes de la famille élargie apprenant à la fille comment remplir ses tâches et son rôle, etc) en accord et harmonie avec les attentes de la société à **une période où les portes de la formation dans le sens occidental du terme sont ouvertes**. Ce n'est pas jouer un type de formation contre l'autre mais bien plutôt de savoir comment certaines formations actuelles vont être complé-

mentaires des savoirs transmis dans les familles. La technique, le développement de nombreuses professions demandent aujourd'hui des formations spécifiques. Mais encore faut-il avoir des partenaires ? Et c'est aussi une de nos raisons de nous retrouver ici.

La formation professionnelle est un enjeu de taille pour la place que les femmes sahraouies peuvent et veulent occuper dans leur société actuelle. Elle est également un enjeu dans la perspective d'indépendance. En effet, chacune et chacun parmi nous sait comment **l'avenir se prépare au présent et comment le présent est déjà porteur d'avenir**. C'est pour ces raisons, je crois, que l'évolution des femmes sahraouies concernant la formation est l'expression de cet ancrage fondamental, d'abord focalisé sur le quotidien de la vie des camps, et aujourd'hui vécu en fonction de retour au pays.

Les deux pieds encore dans l'exil mais la tête déjà au pays, c'est un peu l'image que je donnerais des femmes sahraouies. Ce partage entre aujourd'hui et demain nécessite de prévoir des formations d'une grande diversité, utiles encore dans les campements et bientôt dans le pays.

Depuis dix-huit ans les femmes sahraouies, qui sont les créatrices de toute l'organisation actuelle des campements, ont mis leur vie et leurs compétences à disposition de chaque réfugié. Elle se sont formées sur le tas, elles ont suivi des séminaires dans les campements, elles ont passé par l'école du 27 février. Leurs connaissances de l'écrit sont parfois encore fragiles et il faut inventer des moyens de formation qui tiennent compte de leur bagage actuel (vidéo - conférences - campagnonnages, etc). Elles se trouvent confrontées à des jeunes, à leurs filles, qui ont été scolarisées (dont elles sont d'ailleurs très fières) et formées parfois dans les écoles des campements de réfugiés ou dans des écoles de pays amis. Les unes et les autres doivent aujourd'hui redéfinir leur place dans la société sahraouie des campements. Mais elles

n'échappent pas à la valorisation du savoir "scolaire", du savoir technique et académique par rapport au savoir informel. Ainsi, **les femmes d'âge mûr qui sont l'armature des camps demandent des formations pour rétablir avec les jeunes un certain équilibre**. Les mères auraient tendance à penser que leurs savoirs pratiques et leurs expériences de vie ne valent pas autant que le savoir scolaire. Les rôles entre générations se trouvent ainsi un peu inversés.

La conscience d'avoir besoin d'une formation sanctionnée si possible par un diplôme (j'ai vu que Enfants Réfugiés du Monde délivrait un diplôme aux éducatrices de la petite enfance) est apparu avec la priorité donnée aujourd'hui dans le discours à la formation. C'est effectivement une priorité pour les responsables sahraouis. Elle est apparue plus fortement depuis quelques années avec l'approche de la fin du conflit. Mais ne brûlons pas les étapes, revenons un peu en arrière.

1. L'HERITAGE DE LA COLONISATION

J'ai retrouvé des statistiques qui vont de 1953 à 1972. Elles s'arrêtent donc trois ans avant la marche verte. Nous sommes en pleine colonisation espagnole. L'école primaire accueille à peu près le même nombre d'enfants espagnols et sahraouis (en 1972 : 2 668 élèves espagnols et 2 516 élèves sahraouis), alors qu'à l'école secondaire (qui s'est créée en 1964), les élèves espagnols sont beaucoup plus nombreux que les élèves sahraouis (en 1972 : 883 élèves espagnols et 141 élèves sahraouis). Parmi ces élèves, la plupart sont des garçons. Pour des raisons qui tiennent à la fois à la désstructuration de la société sahraouie par la sédentarisation dans les villes au moment de la colonisation, à l'image de la femme et de son rôle véhiculés par les Espagnols, et au rôle de la femme sahraouie dans sa société, les femmes ont été encore plus délaissées par l'école coloniale que les garçons.

Ce manque de scolarisation "à l'occidentale" ne veut pas dire que les femmes sahraouies n'ont pas eu de formation à l'école coranique. Mais, encore une fois, elles ont moins fréquenté l'école coranique que les garçons et elles ont vu leur chance d'apprendre à lire et à écrire en arabe diminuées par la colonisation qui désinvestissait la société nomade de ses valeurs (la colonisation c'était la modernité, le nomadisme c'était le passé, le non-développé,

le non-civilisé). Toutes ces raisons sont importantes pour comprendre avec quel bagage les femmes sahraouies sont arrivées dans les camps de réfugiés, fuyant les bombardements, la faim, la mort.

2. L'ARRIVÉE DANS LES CAMPESMENTS

Pour qui s'est rendu dans les camps en 1975, en 1976, le souvenir reste à jamais gravé dans la mémoire. Le cœur se brisait à la rencontre des femmes et des enfants blessés, brûlés, mourant de manque de soins d'épidémie de rougeole, abrités sous quelques toiles. L'esprit se révoltait à la vue de tant de souffrances créées par la partage illégal du Sahara Occidental et de son occupation militaire, par le vol funeste de la terre à ses légitimes propriétaires.

Dans les camps, les femmes ont fait face à cette situation. Elles se savaient dans un lieu provisoire de sécurité et elles se sont mises au travail. Courageusement.

Il n'était pas question de penser, à ce moment-là à la formation, mais tout de suite, la priorité a été donnée à l'instruction. Déjà sur le sable, les jeunes de l'école, traçaient les alphabets pour les enfants, les femmes et les hommes. Les campagnes d'alphabétisation commençaient.

Sur les premières photos de l'exil, on voit des groupes d'enfants, des groupes de femmes, en train d'apprendre. Il fallait revenir de tellement loin - pas une femme n'avait eu de formation de haut niveau - tant d'enfants n'avaient jamais été à l'école.

"Nous sommes partis de zéro. Nous n'avions même pas un minimum de système administratif colonial à partir duquel bâtir notre programme éducatif et scolaire. Nous n'avions que les 14 instituteurs formés par l'Espagne et la bonne volonté de ceux qui savaient quelque chose et qui le transmettaient" (témoignage sahraoui)...

3. L'ORGANISATION DES PREMIÈRES ANNÉES

A partir d'un taux d'analphabétisme impressionnant, à partir de simples moyens de survie, mais surtout à partir de la volonté d'organiser le quotidien, de développer des structures efficaces, les Sahraouis et les Sahraouies ont développé ce qu'on pourrait appeler **"le principe d'une connaissance partagée"**. Ce que l'un sait, il le transmet à d'autres.

L'école du 27 février - date anniversaire de la création de la République Sahraouie (1976) - est le premier, le grand signe visible, tangible de la volonté de formation exprimée très tôt par les femmes sahraouies. Le nom donné à l'école est finalement le symbole d'une di-

gnité retrouvée, d'une nouvelle étape pour le peuple sahraoui, étape dans laquelle les femmes vont remplir un rôle primordial. C'est bien ce qui s'est passé. Les hommes partis en grande partie sur le front, elles sont restées sur la hammada de Tindouf pour prendre les rênes de la vie en exil. Elles se sont mises à la plus grande "tuiza" de leur histoire (la tuiza, c'est le travail communautaire traditionnel au cours duquel on fabrique la tente, etc.) en favorisant l'instruction sous toutes ses formes et dans tous les domaines. Les mots "par elles et pour elles" pourraient en quelque sorte résumer l'intense travail qui s'est fait dans les campements pendant les premières années.

"Par elles", parce qu'elles se sont inventées enseignantes, soignantes, architectes, administratrices, responsables communales, tisserandes, couturières, etc. et qu'elles ont cherché à se former à l'école du 27 février pour pouvoir être plus performante, plus efficace. Très rapidement, des séminaires ont été régulièrement mis sur pied dans les campements, des groupes professionnels se sont créés pour recenser les besoins et y répondre avec les moyens à disposition.

"Pour elles", parce qu'elles ont mis leurs savoirs au service des autres femmes et de leur peuple. Dans une sorte de spirale de connaissance, elles ont échangé leurs expériences, leurs questions et leurs difficultés.

L'école du 27 février est certainement une des créations les plus originales des responsables sahraouis.

"En 1978, prendre le risque de créer un établissement de formation essentiellement féminin, alors que nous étions à peine installés sur cette hammada inconnue, était de loin un des défis les plus périlleux que nous lançions. Nous devions accueillir des femmes de tous les niveaux, de tous les groupes sociaux de la société sahraouie. Faire évoluer les mentalités, ce qui prend du temps, toujours plus de temps qu'on ne le voudrait (témoignage sahraoui).

L'école est efficace au niveau de la formation - éducatrices - enseignantes - professionnelles de la

santé - artisanat - mais le matériel élémentaire fait souvent défaut et la tâche est si grande que l'école du 27 février seule ne parvient pas à tout réaliser (800 élèves s'y forment chaque année). C'est pourquoi une seconde école de femmes s'est ouverte, l'école Olaf Palme, qui suit les mêmes objectifs que sa soeur aînée mais elle est décentralisée. Les projets ambitieux des deux écoles ne peuvent se réaliser qu'avec le soutien matériel de l'aide internationale qui est parfois défaillante.

Aujourd'hui, l'école du 27 février est toujours un outil indispensable dans la formation de base des femmes sahraouies mais elle ne suffit plus pour satisfaire les exigences de la réalité présente et future. Elle a permis certes à de nombreuses, très nombreuses femmes sahraouies de se former pour le quotidien mais depuis quelques années, l'Union Nationale des Femmes Sahraouies (UNFS) s'est rendue compte que l'école du 27 février ne parviendrait pas à proposer des formations diversifiées et de plus haut niveau.

4. LA PERSPECTIVE DE L'INDEPENDANCE

Avec la fin de la guerre les hommes vont rentrer. Ils sont déjà plus nombreux dans les campements depuis le cessez-le-feu et la période de non-guerre et de non-paix qui s'éternise. Ils sont tous appelés à rentrer dans la vie civile lors de la fin du conflit et ils sont souvent mieux scolarisés et mieux formés que les femmes. Ils ont davantage suivi l'école coranique, ils ont été plus scolarisés et formés par l'Espagne et au début de l'exil des pères ont mis du temps pour comprendre l'importance de l'école pour les filles. Donc, les femmes ont objectivement un léger handicap en ce qui concerne la formation mais elles jouissent de l'avantage de ceux qui savent que tout est à gagner. Prenons l'exemple des représentants sahraouis à l'étranger. Jusqu'à présent seule une femme a été pendant quelques temps représentante à l'étranger. Aujourd'hui, grâce à la ténacité des femmes, les représentations de plusieurs pays européens vont s'enrichir de l'apport de jeunes femmes qui cher-

cheront simultanément à développer des contacts et à se former.

Il est loin d'être facile pour l'Union Nationale des Femmes Sahraouies de faire prendre conscience aux femmes elles-mêmes que l'indépendance venue, la situation actuelle sera complètement bouleversée. Le peuple sahraoui se trouvera partenaire d'une économie, d'une politique internationale qui a ses règles et ses contraintes. Si les femmes veulent continuer d'assumer un rôle de premier plan, il va falloir qu'elles s'impliquent dans la vie économique et politique du pays. Au niveau social, personne ne met en cause leur rôle et leurs capacités, elles les ont montrés. L'UNFS a le mérite d'anticiper ce que pourrait être demain. Les femmes sahraouies ont été in-



terpellées sur cette question par la plupart des femmes qui les ont visitées ou qu'elles ont rencontrées au cours de leur périple à travers le monde. **Que ferez-vous une fois l'indépendance venue, quel sera le rôle des femmes ?**

Vous croyez vraiment que vous ne serez pas renvoyées sous vos tentes ou dans vos maisons après la guerre comme ce fût le cas pour d'autres femmes ? Toutes ces questions les femmes sahraouies les ont entendues au cours des années et aujourd'hui elles essaient de se donner les moyens d'éviter le piège de l'après pour transformer le futur en atout. L'UNFS avertit déjà ses membres que **l'indépendance ne sera pas un lit de repos mais une nouvelle aventure humaine à gagner**. Non pas l'aventure des femmes mais une aventure où tout le peuple sera gagnant si les femmes

peuvent mettre leurs compétences dans la corbeille de l'indépendance. Toutes celles qui leur ont posé cette question avec insistance, comment vont-elles coopérer pour les aider à tenir leur pari ?

5. LA NECESSITE D'UNE FORMATION PROFESSIONNELLE : APPEL A LA COOPERATION ET A LA SOLIDARITE EXTERIEURES

Une des réponses concrètes de l'UNFS au présent et à l'avenir est la formation professionnelle. Nous en avons vu les raisons. Les femmes sahraouies pensent effectivement que c'est la voie sur laquelle il leur faut s'engager pour augmenter la qualité de la vie dans les campements et préparer de façon réaliste le futur.

Afin de poser des jalons pour le développement de la coopération entre organisations européennes et l'UNFS sur ce point, on peut imaginer des collaborations multiples, soit dans les campements, soit à l'extérieur.

Nous avons vu plus haut que peu après l'arrivée dans les campements, la formation a commencé dans des secteurs précis (enseignement - éducation de la petite enfance - soins médicaux et paramédicaux, artisanat et administration) et quelques femmes ont rapidement profité d'une formation en Algérie et à Cuba. Il a fallu attendre les années 80 pour que l'Europe s'ouvre à ce type de coopération (France, Italie, Autriche, Allemagne, Suède et Espagne). Un groupe de femmes de Neufchâtel (Suisse) accueille actuellement deux stagiaires. Des pays de l'ex-URSS et

la Libye accueillent également des étudiantes sahraouies dans des domaines très divers comme le droit, la gestion, la psychologie, l'économie, les télécommunications, etc. La plupart du temps, ce sont des enseignantes, des éducatrices de la petite enfance et des soignantes qui ont été formées en Europe.

A la lecture de plusieurs rapports (AARASD - IUFM - FRANCAS - ERM - Caritas Algérie - OXFAM Belgique - COSPE de Florence), on remarque que certaines associations ont déjà conduit un travail de réflexion très important avec les responsables sahraouis. On lit que les résultats des stages sont tout à fait probants et sont autant d'encouragements pour poursuivre et développer les formations. Les difficultés évoquées ont trait à une formation de base lacunaire pour les stagiaires, à une méconnaissance de la langue dans laquelle la formation est donnée, à un manque de projet personnel inscrit dans un cadre collectif, au transfert des connaissances apprises à l'étranger.

Ces associations mènent des actions complémentaires. Elles organisent des stages dans les campements et proposent des cours à l'extérieur. Dans le domaine de la petite enfance, elles ont même créé une coordination.

Leur réflexion et leur pratique devraient être partagées.

Il est temps de continuer la discussion entre l'UNFS et les associations qui se veulent partenaires. Il est temps de proposer de nouvelles perspectives pour la formation dans les campements ou à l'extérieur si nous voulons participer au défi lancé par les femmes sahraouies.

C'est pour cette raison que je propose, si l'UNFS est d'accord, qu'une **coordination pour le développement de la formation chez les femmes sahraouies** soit mise sur pied. Une coordination avec l'UNFS dans les campements sahraouis au moment d'un stage serait utile. On pourrait simultanément visiter les lieux de formation qui sont dans les campements comme l'école du 27 février ou l'école Olaf Palme, apprendre, se renseigner, partager nos expériences et développer ensemble - européennes et sahraouies - un cadre à notre solidarité renouvelée.

Christiane
PERREGAUX

23 Octobre
1993

Intervention de Madame Danielle MITTERRAND

Lorsqu'un conflit se perpétue et qu'une population doit organiser la vie quotidienne à plus ou moins long terme, ce sont les femmes qui prennent les responsabilités à tous les niveaux et dans toutes les disciplines.

Le peuple sahraoui en est l'exemple même et, dans les camps de réfugiés en Algérie, on a pu se rendre compte de l'esprit démocratique qui préside à l'organisation de la société. Le soin qu'elles ont mis à promouvoir l'éducation des femmes et la formation des jeunes, l'importance qu'elles donnent à l'instruction civique en vue de faire partager par le plus grand nombre l'exercice d'une société plus juste et solidaire, sont autant d'arguments qui ont sensibilisé France-Libertés.

C'est pourquoi nous avons répondu, chaque fois que nous avons été en mesure de la faire aux appels à l'aide qui nous sont parvenus.

Pour amplifier leurs moyens, des ONG se sont constituées en collectif ; elles se communiquent leurs informations, leurs expériences et déterminent ensemble leur champ d'action. Elles rassemblent et confrontent leurs témoignages et se mobilisent pour dénoncer les atteintes aux Droits de l'Homme qui leur sont infligés et le non respect des décisions prises par l'ONU.

La journée qui nous a réunies aujourd'hui a été organisée dans ce but, autour des femmes sahraouies par toutes les femmes qui se sentent concernées par leur cause et par les ONG qui déjà toutes actives sur le terrain, sont déterminées à poursuivre leur soutien en coordonnant leurs efforts.

**Madame
Danielle
MITTERRAND**

**Présidente de
la Fondation
FRANCE-
LIBERTES**

Message de Madame CHEMILLIER-GENDREAU Présidente de l'Association Française des Juristes Démocrates

Parler du présent et de l'avenir des femmes sahraouies aujourd'hui, c'est évidemment poser une question culturelle : quel rôle pour les femmes dans la société sahraouie ? mais c'est aussi poser une question politique, la question politique : quel rôle pour les femmes ? dans quelle société sahraouie ? avec quel avenir ?

La vie dans les campements (ou dans les territoires sahraouis occupés par le Maroc), d'une extrême difficulté pour toute la population, requiert des efforts particuliers pour les femmes qui vivent alors de manière plus aigüe que partout ailleurs, la contradiction entre tradition et modernité.

Le respect de la tradition ici commence avec l'affirmation d'une identité qui refuse de se laisser broyer, et qui a dit clairement dans la lutte des vingt ans écoulés, sa détermination à être respectée et prise en compte.

L'ouverture sur la modernité, c'est le jeu joué loyalement avec l'arrêt des combats, dans l'attente et l'acceptation d'un plan de paix élaboré dans le cadre de l'ONU.

Si la démocratie internationale n'est pas un vain mot, si la responsabilité de la sécurité collective qui incombe au Conseil de Sécurité des Nations-Unies n'est pas un piège

pour ceux qui acceptent d'inscrire leurs revendications dans ce contexte, alors le plan de paix élaboré il y a quelques années maintenant par les Nations-Unies doit être jusqu'au bout scrupuleusement respecté.

Le cœur de ce plan de paix est un référendum et il est de la responsabilité particulière des Nations-Unies d'en assurer le déroulement, dans une réelle objectivité et sans manipulations des listes d'électeurs concernés.

Les conditions historiques et sociales rendent les choses difficiles. Chacun en est convaincu. Pas impossible toutefois car les organismes impartiaux savent dégager des solutions objectives, et lorsque les solutions sont objectives, les parties finissent par s'y rallier. Le Cambodge et la Palestine, dans des contextes très différents dans ces deux cas, sont des sociétés meurtries, qui ont trouvé ou sont sur le point de trouver le chemin de la paix et de l'apaisement.

Que toutes les femmes sahraouies, plus particulièrement celles qui sont femmes et mères, sachent qu'elles ne sont pas seules dans leur longue lutte pour la paix et pour la libre expression du peuple sahraoui, car nous soutenons avec elles la revendication d'application sans retard et sans manipulations d'un plan de paix, basé sur la libre expression du peuple sahraoui.

Conclusions Association des Amis de la R.A.S.D.

A l'issue de cette journée et tout en se félicitant de sa réussite, pourquoi ne pas très vite inventer une suite ?

En effet, nous ne pouvons demeurer inertes face à l'évolution historique que les femmes sahraouies, dans le contexte d'une guerre de libération, ont opérée sur elles-mêmes et sur leur société.

Ce chemin a été parcouru très vite. Il faut s'engager auprès d'elles pour que ce qui a été gagné devienne irréversible, et que ce qui reste à gagner et d'abord l'indépendance de leur pays et leur indépendance, se réalise très vite.

Dans cette démarche, nous avons aussi tout à gagner, car il est bien évident, et cette journée le prouve, que nous avons à apprendre de ce qu'elles sont devenues.

Les tâches sont multiples, tout à la fois d'accompagnement politique, économique, dans les domaines de la formation, mais aussi culturelles car la pesanteur des cadres mentaux, des références anciennes, leur impose un travail sur elles-mêmes et sur la société qu'elles veulent construire avec leurs compagnons.

La proposition d'un COMITE DE SUIVI, coordination souple de soutien aux femmes sahraouies, rassemblant le plus grand nombre d'entre nous avec nos compétences, nos convictions et notre volonté de voir aboutir le processus d'émancipation dans lequel elles sont engagées dans les meilleures conditions, nous semble être une première réponse.

Les menaces d'intolérance et d'extrémisme qui pèsent lourdement sur la région dans laquelle elles évoluent, soulignent la nécessité de ce comité et l'urgence de son action.

ASSEMBLEE GENERALE

Association des Amis de la RASD - 24 Avril 1993

Cette assemblée générale nous donne aujourd'hui l'occasion de dresser le bilan du travail, d'ouvrir des perspectives pour un soutien plus vigoureux et plus large à la lutte que mènent depuis maintenant 20 ans le Peuple Sahraoui et le Front Polisario.

Sans vouloir à nouveau évoquer les grandes difficultés que cette association a pu connaître, il faut reconnaître qu'une bonne étape a été franchie et que l'association est sur le point de devenir le lieu de rassemblement de tous ceux et celles dont le souci principal est de renforcer le soutien au Peuple Sahraoui, et par là asseoir un modèle d'association très large, instrument indispensable à une solidarité effective.

Avant toute chose et au nom de tous, je souhaiterais dire notre fierté d'être, avec nos faibles moyens, aux côtés du Peuple Sahraoui et du Front Polisario et notre admiration à l'égard d'un peuple qui manifeste tant de vitalité et de maturité pour la difficile conquête de son indépendance, sans jamais avoir dévié des principes qu'il s'est dès le départ fixés, et pour lesquels, nous tous, nous militons.

L'année 1992 devait être celle de l'indépendance enfin conquise. Comme les Sahraouis, nous avons espéré nous retrouver à El Aïoun enfin libre. Il n'en a rien été, les Sahraouis ont à nouveau rangé leurs bagages et se préparent à fêter dans l'exil les 20 ans du Front Polisario.

C'est une situation difficile qui nous impose plus que jamais une ardente obligation d'engagement et de développement. Je souhaite qu'aujourd'hui, l'Assemblée Générale réunie y joue tout son rôle, et par ses discussions et propositions favorise ce développement.

Un rapport d'activité est bien sûr un exercice obligé, mais au-delà, je voudrais qu'il soit l'occasion d'un examen précis de l'état de nos forces et de notre capacité aujourd'hui à intervenir en France, tant en direction de l'opinion publique que du pouvoir, en tenant compte des données actuelles du paysage politique français.

Que retenir de la vie interne de l'association ?

Sans aucun doute la création de nouveaux comités locaux de l'association ou l'existence de relais associés, certes pas assez nombreux mais appelés à jouer un grand rôle et nous autoriser de grands espoirs.

Ils sont peu représentés physiquement aujourd'hui mais ils manifestent de la vitalité renouvelée de l'association et de l'intérêt pour des engagements situés entre le politique, l'humanitaire et le culturel.

Ces comités bien entendu favorisent le maintien d'un potentiel d'adhésions, point faible aujourd'hui, et sont

les relais indispensables à la diffusion de l'information.

Ils témoignent de notre volonté d'enracinement et d'élargissement à toutes les sensibilités qui se préoccupent de justice et de respect du droit.

Certains de leurs membres ont choisi de présenter leur candidature au Conseil d'administration. C'est très important car le fonctionnement peu suivi du C.A. est un autre point faible. Il s'agit aujourd'hui de le resserrer, de le dynamiser en motivant davantage ses membres.

Ce chapitre ne peut être clos sans évoquer les très bonnes relations de coopération et de travail que nous entretenons avec la Représentation du Front Polisario en France, et il faut, me semble-t-il, rendre un hommage appuyé au travail entrepris depuis plus de quatre années par son représentant, M. Baba SAYED, qui, dans un contexte bien difficile, avec de faibles moyens, a créé les conditions d'une réelle crédibilité politique du Front Polisario et d'un futur état sahraoui en France.

Je voudrais en particulier souligner sa grande intelligence de la situation française et ses efforts pour autant comprendre la province que Paris, ce qui, pour la provinciale que je suis, n'est pas une mince qualité.

Le devoir d'informer sur une question si ignorée aujourd'hui est la première tâche que s'est fixée l'association.

Les deux derniers numéros de Sahara-Info représentent bien les principaux aspects de ce travail d'information :

- l'information politique, qui permet aux adhérents et à tous ceux qui reçoivent le journal, de bien être au courant des enjeux de la situation, des différentes prises de position communiquées, lettres ouvertes. C'est aussi une ouverture sur les comités européens, le fameux mois en RASD...

- l'information relative à l'activité de l'association dans les domaines divers qu'elle aborde aujourd'hui (accueil d'enfants, formations, délégations...)

- l'occasion d'une tribune pour d'autres associations, ONG qui travaillent en France avec les Sahraouis et le Front Polisario.

Nous avons, suivant les conseils d'amis journalistes, essayé d'améliorer la maquette. Il faudrait davantage d'argent et donc davantage d'abonnés pour envisager une maquette plus lisible - un peu de couleur - et en faire une publication régulière (3 numéros par an) pour un lectorat non exclusivement militant.

Le devoir d'alerter est tout aussi important et ce dans toutes les directions possibles :

- Communiqués de presse aux agences, envoyés très régulièrement,

pas toujours repris, pour réagir très vite aux violations des droits de l'homme, aux conditions de l'application du plan de paix, aux positions françaises, à celle du Conseil de Sécurité.

L'acquisition de nouveaux moyens techniques de communication nous a rendu bien des services.

- Interventions auprès des autorités françaises amplifiées par des courriers d'élus auprès du Ministère des Affaires Etrangères, par des questions écrites et orales au Parlement et au Sénat.

- Interventions en relai du travail européen auprès des autorités internationales, Conseil de Sécurité, Parlement Européen...

- Organisation de voyages d'élus au Sahara Occidental.

- Organisation avec le Collectif de Vigilance, ERM, etc... du Rassemblement en faveur des disparus Sahraouis, Place des Droits de l'Homme, en Février de chaque année.

Celui de 1992, avec un immense lancer de ballons a été une grande réussite, quoique largement ignoré de la presse. Celui de 1993 a été moins facile à organiser. Il faut réfléchir à ces questions, trouver des solutions mieux adaptées.

- La visite en France du Président de la RASD, M. Mohamed Abdel Aziz a été l'occasion d'une bonne "percée médiatique", si l'on veut reprendre les termes à la mode. L'Association des Amis de la RASD y a joué son rôle. Conférence au Mans à l'invitation conjointe de la ville du Mans et de l'association, réception à Paris empreinte de chaleur et d'amitié.

Pour clore sur le chapitre de l'information, secteur particulièrement difficile, j'aimerais saluer ici la création d'un comité pour le Sahara Occidental, qui depuis quelques mois réalise un gros travail d'expertise et d'information. C'est important qu'un tel comité existe pour qu'enfin l'information ne reste pas l'apanage des plus puissants ou au service des lobbies.

Nous avons fêté en 1990 le dixième anniversaire de l'accueil des enfants sahraouis, discrètement. Cet accueil est devenu tellement habituel ! Et pourtant, ces enfants chaque année revenus, si ouverts, si astucieux, ont été dans tous les cas le sésame de leur peuple et ont par leur présence affectueuse été les déclencheurs à la création d'un comité, d'un jumelage, et plus profondément à la prise de conscience de l'existence d'un peuple pacifique qui n'aspire qu'à sa liberté et à son indépendance.

Ce n'est pas le lieu ici d'évoquer dans le détail les accueils d'enfants. Ce qu'il faut retenir c'est la fidélité des engagements et la diversité des horizons qui y participent. En témoigne un collectif qui vient de se créer "Plate-forme

**Rapport
d'Activité**

solidarité avec le Peuple Sahraoui", qui rassemble villes d'accueil et associations de jeunesse comme les Eclaireurs de France, les Francas, etc..., présidé par l'Association des Amis de la RASD et qui va désormais piloter l'accueil des jeunes sahraouis.

Première initiative, une conférence de presse en juillet à Paris, au local de la Jeunesse au Plein Air et un numéro spécial de Sahara Info à la rentrée d'Octobre.

Autour de M. LORIDANT, sénateur-maire des Ulis, ainsi que de M. JARRY, maire du Mans, et pour répondre à un appel qui restera désormais connu comme "l'appel des Ulis", de nombreux élus se sont rassemblés en janvier 1992 pour demander l'application du plan de paix et la mise en oeuvre d'un référendum libre et régulier au Sahara Occidental. L'appel diffusé dans Le Monde et par l'envoi d'un mailing a recueilli environ deux cent signatures d'élus nationaux et locaux.

A partir de cet engagement, deux nouveaux jumelages sont aujourd'hui en train de se signer, à Gonfreville l'Orcher et à Caussade, et d'autres se préparent.

Comme autour du "Collectif de Vigilance", de la "Plate-forme solidarité avec le Peuple Sahraoui", un réseau de villes et d'élus est prêt à réagir pour la défense du droit et le respect de la justice contre l'arbitraire.

A l'association d'informer, de coordonner, voire d'impulser de telles initiatives qui rendent "visible" en France la question du Sahara Occidental, qui créent dans l'opinion une sensibilité à défendre l'existence et le droit à l'indépendance du Peuple Sahraoui, qui peuvent intervenir dans les prises de décision des autorités françaises.

L'important domaine de la formation et de la coopération depuis trois années, nous préoccupe vivement.

Le dernier dossier du Sahara Info de janvier 1993 en témoigne. Cette formation-coopération dans les domaines de l'enseignement et de la santé s'est révélée passionnante et je l'espère fructueuse.

- Contacts passionnants avec les jeunes adultes sahraouis venus des campements, en formation.

- Rapports de travail très fructueux avec les milieux socio-professionnels concernés, qui tous mettent leurs meilleures compétences au service des Sahraouis.

- Contacts étroits avec associations et ONG concernées par les mêmes préoccupations.

- Relations avec les institutions officielles qui ont désormais l'occasion d'apprécier la volonté de développement du Peuple Sahraoui, à travers la mise en place de ces formations.

De nouveaux programmes sont aujourd'hui à l'étude, en particulier dans le domaine de l'agriculture et du développement de l'autosuffisance alimentaire dans les campements sahraouis. Domaine tellement important

dont nous envisageons avec confiance la réussite.

Le chemin aujourd'hui parcouru est important et nous avons pu, grâce à un engagement collectif, surmonter l'essentiel des difficultés.

Vous y avez tous, chacun à votre niveau contribué, et ainsi enrichi l'expérience commune.

Cependant, il faut bien sûr le répéter, le Peuple Sahraoui n'a pas encore accédé à son indépendance et des problèmes autrement complexes et difficiles se dressent devant cette perspective.

Il nous appartient donc de multiplier les initiatives appropriées pour l'aider à trouver les solutions adéquates et l'accompagner avec toute l'efficacité possible que peut représenter une association forte, unie et large.

Le comité sur le SAHARA OCCIDENTAL a publié les actes du colloque :

" Quel Destin pour le Sahara Occidental ? "

prix : 20 F. port compris

Pour toutes vos commandes :

Association des Amis de la RASD
BP 244
75227 PARIS CEDEX 05

Calendrier 1993 Réunions, colloques, délégations

6-15 février 93 : M. Castel, maire d'Albi, et M. Bigot, maire-adjoint et président du comité de jumelage, se sont rendus dans les campements sahraouis. Le maire et toute la population d'Oum Dreiga, leur ville jumelle, les ont reçus très chaleureusement.

20-21 février 93 : Week-end d'étude organisé à l'initiative de la ville de Loon-Plage qui a traité du thème : "Enfants Sahraouis en Europe, quelles solidarités ? Quels engagements pour la défense du droit ?".

28 février 93 : Rassemblement au Trocadéro en faveur des disparus sahraouis.

Mars 93 : Mission-santé ERM-Médecins du Monde dans les campements sahraouis.

Avril 93 : Mission-formation petite enfance FRANCAS-CARITAS-Algérie dans les campements sahraouis.

24 avril 93 : Assemblée générale de l'Association des Amis de la RASD.

Mai 93 : Une délégation française se rend aux fêtes du vingtième anniversaire de la création du Front Polisario.

Mai 93 : Parution d'un numéro spécial : Front Polisario vingt ans.

Juin 93 : Constitution de "la plate-forme solidarité avec le Peuple Sahraoui".

2 juillet 93 : Conférence-débat à Paris, à l'initiative du comité sur le Sahara Occidental, ayant pour thème : "Quel destin pour le peuple du Sahara Occidental ?"

5 juillet 93 : Conférences de presse au Sénat et dans plusieurs villes de province (Le Mans, St Nazaire, Le Havre, Gonfreville, Cuges les Pins etc...) à l'initiative de la plate-forme solidarité avec le Peuple Sahraoui à l'occasion de l'arrivée des enfants sahraouis en France.

Juillet-Août 93 : Séjour des 120 enfants accueillis par une trentaine de villes et associations et une vingtaine de familles.

Août 93 : Mission ERM et caravane. Mission de l'Association humanitaire RAINBOW.

23 octobre 93 : Sénat colloque Présent et Avenir des Femmes Sahraouies, à l'initiative de l'Association des Amis de la RASD et de l'Union Nationale des Femmes Sahraouies, en présence de Madame Khadija Hamdi, épouse du Président de la RASD M. Mohamed Abdelaziz et de Madame Miterrand, présidente de la Fondation France-Libertés.

Octobre 93 : Mission-santé Médecins du Monde.

6 décembre 1993 : Jumelage entre Gonfreville l'Orcher et J'réfia.

Madame
Régine
VILLEMONT

Secrétaire
Générale

24 Avril 1993

PLATE-FORME SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE SAHRAOUI

Ainsi que chaque été depuis de nombreuses années, une centaine d'enfants sahraouis ont été accueillis cette année en France. Les conditions de l'accueil ont repris globalement le modèle mis au point par l'expérience de plusieurs années ; pour mémoire groupes de 10 enfants âgés de 10-12 ans, accompagnés d'un adulte sahraoui à la fois animateur et interprète, accueillis principalement par des villes et pris en charge plutôt de manière collective. Chaque groupe résidant en France de 6 à 8 semaines dans deux sites différents, plus rarement trois.

En février 1993, une réunion à l'initiative des Eclaireurs et de la ville de Loon-Plage (jumelée avec Bir Enzaran), tout en permettant de réunir les principaux partenaires de ces accueils, a favorisé la constitution d'un collectif : "plate-forme solidarité avec le Peuple Sahraoui".

Ce collectif, doté d'une structure de fonctionnement souple et présidé par la secrétaire générale de l'A.A.R.A.S.D., a souhaité :

- unifier l'organisation de l'accueil des enfants sahraouis en France

- mieux faire connaître au niveau national ces accueils et parler du problème sahraoui

- donner davantage de place aux associations et mouvements de jeunesse concernés

tout en s'appuyant sur l'expérience acquise, avec les partenaires engagés depuis de nombreuses années et ceux nouveaux, venus au moment de la constitution de la plate-forme.

Les difficultés d'arrivée pour plusieurs groupes (5 sur 11), du fait du retard non vraiment prévisible pris dans l'établissement des documents administratifs, indispensables au passage des frontières, ont été vivement ressenties.

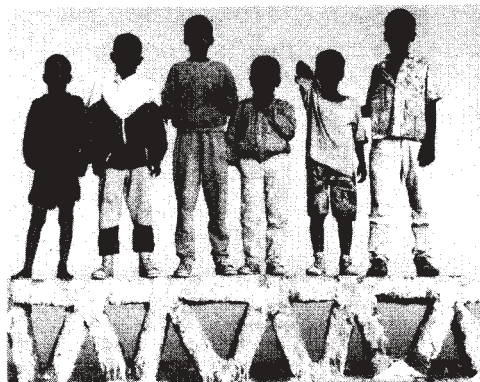
Des problèmes de santé, plus lourds que les années précédentes, peu nombreux certes, ont pesé. A Chambéry l'association Mérande

Joppet a du faire opérer d'urgence une petite fille de l'appendicite. A Albi, deux enfants ont été soignés au centre hospitalier.

Un des objectifs fixés par la plate-forme concernait la popularisation de ces accueils

Peut-on considérer que les ambitions affichées en ce domaine ont été pleinement satisfaites ?

La presse régionale a bien couvert les accueils là où des groupes étaient présents. En particulier, la coordination des conférences de presse a bien fonctionné en Pays de Loire, Normandie, Bouchés-du-



Rhône, et a permis des premiers contacts avec les associations locales proches ou membres de la plate-forme.

C'est une dynamique nouvelle qu'il faut davantage cultiver.

Des situations particulières ont été bien exploitées. A Gonfreville, la perspective du jumelage, la forte mobilisation locale ont intéressé la presse tant en Normandie qu'en Savoie, où se trouve leur centre de vacances. De même à Caussade où un autre jumelage se prépare.

La presse du Havre, d'Argenteuil, se sont fait l'écho du témoignage d'un des animateurs, ancien prisonnier des bagnes marocains.

Presse et radio de l'Essonne, RFI, ont bien rendu compte de l'accueil organisé pour la première fois par les Jeannettes de la Ronde de Massy.

Il reste que la presse nationale a peu réagi, que la conférence de presse du 5 juillet, organisée au Sénat, n'a pas été autant suivie qu'on

pouvait l'espérer.

C'est une première expérience et tous les présents ont souligné la difficulté de créer l'évènement au niveau national.

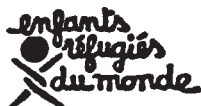
Cependant, et c'est l'aspect principal du bilan, l'ensemble des séjours s'est déroulé dans de très bonnes conditions, quelques soient les modalités - collectives ou familiales - de l'accueil. Le mérite en revient bien sûr à tous ceux et celles qui, depuis des semaines, voire des mois, les ont préparé, aux enfants toujours vifs, vite aguerris, vite adaptés, ouverts à toutes les propositions d'activités, pour la plupart faciles et bien éduqués, aux accompagnateurs sahraouis en majorité étudiants et stagiaires, qui se sont lancés dans ce travail avec enthousiasme et sérieux.

De nouveaux projets sont envisagés pour 1994 : un journal, numéro spécial, un déplacement au Sahara à Pâques, d'autres types d'accueils de jeunes.

Quelques soient leurs chances de réussite, nous ne pouvons que nous réjouir de l'existence d'une culture d'échanges, de connaissance réciproque qui, au cours des années, s'est créée tant dans les campements sahraouis que dans les villes et associations françaises d'accueil, où d'un côté on attend avec impatience - grands et petits - les sahraouis, et de l'autre les enfants venus d'Haouza, d'Ha-gounia, de Bir Enzaran, qui réclament leur ville jumelée parce que les frères et soeurs, les cousins en ont tant parlé au retour de leurs séjours précédents.

Cette reconnaissance, tissée de tant de liens et de souvenirs est locale, ponctuelle. Du chemin reste à parcourir pour qu'elle prenne un sens en France. La stricte application du Plan de Paix et la possibilité enfin donnée aux Sahraouis de choisir leur destin et de se constituer en état indépendant en est la condition indispensable.

Régine
VILLEMONT
LE Mans
4 Novembre
1993



Enfants Réfugiés du Monde a organisé en partenariat avec l'association "Au-delà du Désert", une caravane dans les campements sahraouis en août 93.

Ce convoi, pour nous, représentait à la fois une manière efficace d'acheminer notre matériel et de sensibiliser les personnes accompagnantes, en leur faisant découvrir la réalité des camps et la volonté d'un peuple tout entier, dans la reconnaissance de son droit à l'autodétermination.

Avec six véhicules 4x4 et douze personnes, le voyage démarra à Paris, puis descendit vers Marseille et Alger. Après déblocage de la caravane du Port d'Alger, nous parcourûmes 2000 km jusqu'à Tindouf. Le périple dura quatre jours à travers l'Algérie où chaleur, contrôles, incidents mécaniques et fatigue peuplèrent notre quotidien. C'est vers 23 heures, le 12 août, que nous arrivâmes au Centre d'Accueil de Rabouni, en territoire sahraoui, certes fatigués mais heureux d'avoir mené à bien notre mission.

Notre rencontre avec le peuple sahraoui ne faisait que commencer. A partir du 13 août et pendant cinq jours, nous circulâmes dans les wilayas d'El Aioun, de Smara, d'Aou-sert, où chaque fois, l'accueil des responsables sahraouis (wallis, notables), mais aussi de la population où enfants, femmes, vieillards se mêlaient sans distinction pour nous souhaiter la bienvenue, nous toucha profondément. Chaque soir, une fête avec danses, chants traditionnels et discours sur la lutte du Front Polisario nous combla de chaleur et d'émotions. Puis vint le retour en France.

Notre caravane apparaît bien modeste si on la compare à d'autres caravanes européennes. Des initiatives rassemblées autour d'une caravane française en 1994 permettraient à la fois d'amplifier l'aide humanitaire aux campements, et pourquoi pas de mieux médiatiser en France la question du Sahara Occidental.

Une caravane française en 1994, un projet possible ?

**Carol NARBÉY
E.R.M.**

COUP DE COEUR

Vendredi 29 octobre : il pleut beaucoup sur Cuges et Marseille au moment où, par la route qui vient de Suisse, nous voyons arriver les camions et fourgons de la caravane "coup de coeur", venant s'embarquer le lendemain à Marseille, à destination d'Oran, pour rendre visite ensuite à nos amis des camps sahraouis de Tindouf.

Notre association Solidarité sans Frontière accueille ce vendredi 29 octobre Berthier, Martinoli et tous les participants à cette caravane.

Un repas amical est organisé dans la salle du restaurant scolaire de Cuges. Soirée "animée", chaleureuse, malgré le temps et la fatigue bien compréhensible de nos amis Suisses. Une courte nuit chez l'habitant et voilà nos amis Suisses prêts, dès 6 heures du matin, pour se rendre de Cuges à Marseille, pour l'embarquement.

Nous avons reçu à Cuges, en ce dernier week-end d'octobre, un moment court mais intense, d'amitié et de solidarité envers nos amis sahraouis.

Merci à nos amis Suisses et à Bientôt... A Tindouf !

**Gilles AICARDI
Solidarité sans Frontières
13780 Cuges les Pins**

AMITIE ET SOLIDARITE

La présence au Mans, depuis 1991, de jeunes femmes stagiaires à l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres, puis d'un groupe d'étudiants arrivés, eux, en 1992, a changé quelque peu "la vie" des Amis de la RASD.

Ici, on est passé de l'aide concrète, quasiment au quotidien, à une solidarité active encore plus large. L'arrivée, en 1992, de la jeune soeur de Falla, stagiaire à l'IUFM, déclenche un véritable élan de solidarité et d'amitié. Khadija a 12 ans, atteinte de polyomyélite vers l'âge de 3 ans, elle reste avec un handicap de la jambe droite et se déplace avec des béquilles. Au Centre Hospitalier du Mans, médecins, kinés, la prennent en charge. Les amis du Secours Populaire se mobilisent. Plusieurs fois par semaine, et pendant 3 mois, ils se relaient pour accompagner Khadija à ses soins. En même temps, elle suit une scolarité régulière à l'école primaire de l'Epau. Tout comme ils l'ont fait quelques années auparavant pour Mouloud, opéré d'un rein, le Secours Populaire, le Comité de Jumelage de la ville du Mans, apporteront leur concours pour financer hospitalisation et appareillage. Khadija mène maintenant la vie des filles de son âge. Elle reviendra cet été au Mans pour une nouvelle visite et changer la chaussure orthopédique usée.

NOUARA ET SA FILLE

Nouara, stagiaire, elle aussi, souffre d'une insuffisance respiratoire. Il faut vite l'opérer avant que le mal ne la rende invalide. La chaîne de solidarité s'élargit, sort des frontières de la Sarthe. Nouara sera opérée bénévolement par un chirurgien et un anesthésiste ami de Médecins du Monde, à la clinique St Paul de Rezé. Le per-

sonnel de la clinique, de la Résidence Maupertuis où elle ira se reposer, la ville de Rezé, les amis de "Rezé-Solidarité", ceux de Médecins du Monde et de la RASD vont veiller sur Nouara pendant plus d'un mois avant qu'elle ne rejoigne ses amis manceaux.

La fille de Nouara est atteinte, elle, d'un strabisme important. Opérée en août dernier au Centre Hospitalier, la petite Amma, 7 ans, a repris ses activités. Elle va à l'école, partage la vie des enfants du quartier, avant de repartir bientôt au campement. Une fois encore, les Amis de la RASD et du Secours Populaire ont joué leur rôle ainsi que tous les enseignants de l'Ecole Primaire de l'Epau.

Cette impressionnante chaîne de solidarité a permis à Khadija, Nouara et Amma de résoudre leurs problèmes importants de santé, mais aussi s'est créé autour d'elles un véritable réseau d'amis, heureux aujourd'hui du chemin parcouru ensemble.

L'Association

Enfants Réfugiés du Monde (ERM)

qui mène depuis plusieurs années un travail de coopération dans les camps de réfugiés sahraouis, propose **expo, cartes postales et vidéo.**

Pour davantage d'information :
ERM - 2 impasse de la Providence
75010 PARIS Tél: 43.48.31.32

PROJET de MISSION au SAHARA avec MEDECINS DU MONDE et FRANCE-LIBERTES

Depuis deux ans déjà, Médecins du Monde, en association avec France-Libertés, travaille dans les camps de réfugiés Sahraouis du Sud Algérien.

En 1973, cette mission a été un nouveau succès confirmé avec enthousiasme par nos interlocuteurs sahraouis. La Mission OPH-OPTIQUE continue à se développer et nous avons constaté avec plaisir que l'atelier optique, mis en place en 1992, marche parfaitement bien. Les techniciens formés par Médecins du Monde en assurent la maintenance. Nous avons poursuivi leur formation et amené le matériel nécessaire au renouvellement du stock dont ils disposent.

En ophtalmologie, un médecin envoyé de nouveau sur place a réalisé de nombreuses consultations, tout en assurant immédiatement la mise en route des traitements nécessaires. A l'école d'infirmières de Smara, nous avons pu mener en Octobre 1993, une session de formation en pédiatrie et soins infirmiers, concernant une trentaine d'élèves. Malgré quelques réajustements du programme, dus essentiellement au niveau des élèves, cette entreprise a été très positive (voir rapports), nous voulons continuer notre aide à cette école d'I.D.E. en nous orientant plus particulièrement vers la formation et le recyclage des formateurs de cette école. L'aide financière de France-Libertés, nous a per-

mis, d'une part d'amener au mois d'avril un stock conséquent de médicaments de première nécessité et d'autre part, de participer à l'équipement en matériel pédagogique et audio-visuel de cette nouvelle école d'I.D.E.E, sans parler bien sûr du renouvellement du stock de matériel de l'atelier d'optique.

Etant donné les résultats tout à fait positifs de ces missions en 1993, nous nous proposons de continuer dans ce sens pour 1994, avec les objectifs suivants :

- Restructuration du service de Pédiatrie à l'Hôpital national (avec apport de matériel et de médicaments).

- Recyclage de tout le personnel travaillant au niveau de ce service (avec l'envoi d'une équipe spécialisée :

puériculture, pédiatrie).

- Suivi de la marche de l'atelier d'optique (suivi du travail effectué, renouvellement des stocks).

- Mise en place d'un système de dépistage des problèmes ophtalmologiques dans les willayas et daïras, avec formation des personnels de santé concernés (dispensaires, écoles).

- Poursuite de notre aide au niveau d'écoles d'infirmières avec mise en route d'une session de formation des formateurs et mise à jour éventuelle de leurs connaissances. Apport de supports pédagogiques et audio-visuels. Si possible, restructuration des locaux et particulièrement des laboratoires de travaux pratiques.

Extraits du compte-rendu de mission



Madame De FROBERVILLE

de retour de mission

Le comité sur le Sahara Occidental s'est donné pour tâche de rassembler et d'analyser les informations relatives au problème du Sahara Occidental, tant dans ses aspects juridiques, diplomatiques, etc.

Sa présidente, Madame de Froberville, qui revient de mission, a bien voulu faire un point de dernière minute pour Sahara Info.

Suivre le dossier du Sahara Occidental pour tenter de mieux le faire connaître en France, cela signifie explorer les différentes sources d'informations, regrouper celles-ci, les analyser et en saisir les lignes directrices afin de cerner le plus objectivement possible la "vérité". C'est le but assigné au "comité sur le Sahara Occidental" que j'ai créé avec Georges Montaron et qu'a parrainé un certain nombre de personnalités françaises. Cela suppose donc de suivre le plus régulièrement possible l'évolution de ce dossier, à travers toutes les sources disponibles : la presse nationale et internationale, les sources diplomatiques, les documents de l'ONU, les ouvrages français et internationaux publiés sur le sujet... Cela nécessite de susciter une réflexion en réunissant des personnalités et des experts qui permettent de dégager les tenants et les aboutissants de cette question. C'est ainsi que fut organisée la conférence-débat, le 2 juillet dernier à Paris, sur le thème "quel destin pour le peuple du Sahara Occidental ?". Mais cela requiert aussi de se rendre sur place - là où cela est possible - pour sonder la situation sur le terrain. C'est ce que je viens de faire pour la troisième fois en un an et demi.

Cette nouvelle visite a représenté un périple de 1700 km, entre Rabouni (près de Tindouf en Algérie) et le "mur" de défense marocain, au-delà de Tifariti. Elle fut l'occasion - c'était son but - de contacts avec des responsables sahraouis; la population des campements, des militaires sahraouis, des nomades des zones libérées, des observateurs de l'ONU et des prisonniers marocains. Suite à cette mission, quelques observations s'imposent :

L'impatience de la population sahraouie dans la situation actuelle de ni guerre ni paix, créée depuis

septembre 1991, est manifeste. Déception vis-à-vis de l'inertie de l'ONU, des atermoiements concernant le référendum d'autodétermination..., détermination à obtenir l'indépendance de la patrie, inévitabilité de la reprise des combats, tels sont les propos qui émaillent les conversations. La tendance à un "durcissement", à peine perceptible il y a six mois est évidente chez les réfugiés, chez les nomades et chez les soldats ! Parallèlement, certains "bérêts bleus" qui osent transiger les consignes de silence qu'ils ont reçues, désorientés, s'interrogent sur l'impartialité de l'organisation qui les a envoyés sur le terrain.

"détermination à obtenir l'indépendance de la patrie"

Les prisonniers marocains sont quant à eux bien incapables de cacher leur amertume face à cette situation qui, en dépit de l'arrêt des hostilités depuis deux ans, les condamne à subir encore l'emprisonnement, la séparation d'avec leurs familles - certains depuis 17 ans - faute que Rabat ait accepté l'échange des prisonniers de guerre prévu par le plan de paix. Dans le même temps, les responsables sahraouis, bien que conscients de l'impatience de leur base, de ses souffrances, affichent une volonté de continuer de respecter les recommandations de l'ONU.

L'on ne peut s'empêcher de considérer qu'une position aussi instable ne pourra guère durer. La balle est donc dans le camp du Conseil de Sécurité. Celui-ci, lors du vote de la résolution 809, le 2 mars dernier, a manifesté son intention de relancer le processus de paix, enlisé depuis le 31 décembre 1991. Les Américains, appuyés par les Espa-

gnols, ont pesé de tout leur poids pour remettre le plan de paix sur les rails. Ce sont encore eux qui suite à l'échec de la deuxième réunion de négociations directes de New-York, organisée sous l'égide de l'ONU, le 25 octobre, ont dénoncé les premiers l'attitude "provocatrice" de Rabat.

Le 24 novembre vient d'être publié le dernier rapport du Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali (S/26797). Il serait trop long de commenter l'ensemble de ce document. Mais il est évident que ce sont les réactions du Conseil à sa publication, qui permettront de confirmer ou d'infirmier l'impartialité de l'organisation internationale. Certains points méritent donc d'être soulignés. Il s'agit d'abord des paragraphes 24 et 25 du chapitre IV (p7) concernant la notion de "peuple" applicable au Sahara Occidental qui, selon le rapport, poserait problème, tout comme la spécificité de la société sahraouie.

Si l'on accreditait la thèse développée dans ce document, cela signifierait que depuis trente ans (1963), l'ONU aurait proclamé à partir du droit d'un territoire à sa décolonisation, le principe de l'autodétermination d'un peuple difficilement identifiable.

La question s'est-elle posée dans les autres cas de décolonisation, notamment en Afrique, ou bien des tribus étaient éparpillées sur plusieurs territoires ? En ce qui concerne le Sahara Occidental, avant que M. Perez de Cuellar n'introduisit le ver de l'élargissement des votants dans le fruit du plan de paix, c'est bien pour parer aux controverses actuelles sur l'appartenance au peuple sahraoui qu'aux termes mêmes du plan initial, le référendum devait s'effectuer sur la base de listes électorales, constituées à partir des recensés de

1974. Cette disposition de 1988 n'était pas fortuite, mais précisément considérée tant par l'ONU que par les parties qui l'ont acceptée comme seule base fiable. Elle faisait d'ailleurs suite aux mises en garde pour éviter toute contestation d'une mission de l'ONU qui s'était rendue sur le terrain en 1975 (1)

Dans le paragraphe 29 (p9), le même rapport mentionne : "il est évident que si l'une ou l'autre partie n'est pas d'accord avec les instructions qu'a élaborées le secrétaire général pour mettre en oeuvre le plan de règlement, elle peut décider de ne pas participer à la réalisation de celui-ci.

Cette déclaration vise le Front Polisario. C'est la deuxième fois que la mise à l'écart du Polisario est brandie par M. Boutros-Ghali. Parmi les propositions contenues dans son rapport de février dernier, il préconisait déjà la tenue d'un réfé-

"Un referendum dans des conditions acceptables"

rendum sans cette partie. De quelle crédibilité bénéficierait l'ONU si elle écartait de la mise en oeuvre du référendum d'autodétermination celui qu'elle a reconnu en 1979(2) comme le "représentant légitime du peuple du Sahara Occidental" ? Doit-on rappeler que les Nations-Unies se sont engagées à organiser "un référendum d'autodétermination du peuple du Sahara Occidental (...) dans des conditions acceptables pour lui, et par conséquent, pour la communauté internationale"? (3)

Il est clair que ni les réflexions de M. Boutros-Ghali, ni la "préférence marocaine" de son représentant spécial, M. Yacoub Khan, qui vient notamment de passer quatre jours à Rabat et seulement une heure et demie à Tindouf, n'ouvrent la voie à une telle perspective.

(1) *In Objectif Justice publication des N.U. 4/10/75*

(2) *Résolution 3437 AG ONU 4/12/79*

(3) *Paragraphe 4 et 6 du plan de règlement de l'ONU (5/2/360)*

Pour mémoire, rappel du programme de la conférence tenue à PARIS le 2 juillet 1993 :

QUEL DESTIN POUR LE PEUPLE DU SAHARA OCCIDENTAL ?

Introduction Martine de Froberville

Rappel historique Baba Sayed

ASPECTS JURIDIQUES ET PRINCIPES ETHIQUES DE LA QUESTION

Président de séance : Martine de Froberville

Les plans de paix au Sahara Occidental

Claude Bontems

Sahara Occidental : la qualification de la situation juridique

Monique Chemillier-Gendreau

Sahara Occidental : quelques principes en cause

Mgr Gabriel Piroird

Débats

ASPECTS GEOPOLITIQUES DE LA QUESTION

Président de séance : Georges Montaron

Sahara Occidental et politique méditerranéenne

Jean-Yves Autexier

Le rôle de l'Espagne dans la solution de la question du Sahara Occidental

Xavier Morillas

Le Sahara Occidental dans la nouvelle donne internationale

Luciano Ardesi

Débats

LE DROIT A L'AUTODETERMINATION

Président de séance : Pierre Dabezies

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes

Gilbert Perol

Le référendum d'autodétermination du peuple sahraoui :

perspectives Mahmoud Abdelfattah

Débats

Conclusions Pierre Dabezies

Comité sur le Sahara Occidental
Contact : Martine de Froberville
23 rue Vaneau
75007 PARIS

le livre de photos

d'Alain Kalseer

"Sahraouis Etats d'exil"

Prix 250 F + 30 F de port

le beau livre

de Djamilia Olivesi

"Les Enfants du Polisario"

Prix 100 F + 20 F de port

2 au 27/08/93 : lors de la 45ème session de la "Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités", à Genève, neuf interventions d'ONG ont porté sur la question des violations des droits de l'homme dans les territoires occupés du Sahara Occidental.

20/09/93 : un nouveau gouvernement de la RASD est formé avec M. Bouchraya Bayoun comme nouveau premier ministre et M. Brahim Ghali comme nouveau ministre de la défense.

24/09/93 : la Commission européenne décide d'une aide humanitaire en faveur des réfugiés sahraouis d'un montant de 225 000 écus. Elle attribue au Maroc quelques jours auparavant la somme de 80 millions d'écus pour le financement de projets dans le domaine de l'éducation et de la santé publique "pour les pauvres" afin d'atténuer l'impact du programme d'ajustement financier du FMI sur les couches défavorisées de la population. Mme Ulla Sandbaek, parlementaire danoise, critique la Commission qui, selon elle, "favorise la coopération avec un pays qui viole les droits humains et défie le Conseil de Sécurité de l'ONU".

26/09/93 : dans ses conclusions, une commission américaine d'enquête des instituts d'études internationales des partis républicain et démocrate recommande au gouvernement des USA de s'engager en faveur de l'indépendance du Sahara Occidental, reconnue comme la seule solution du problème du Sahara Occidental.

Arrivée à la mi-octobre d'une caravane espagnole, 5ème du genre, formée de 160 personnes et de 30 véhicules, suivie par une caravane suisse et par une caravane anglaise.

25/10/93 : Une réunion entre représentants du Front Polisario et du Maroc est fixée à New-York. Le Front récuse la délégation marocaine, composée de "transfuges, de déserteurs et d'éléments tribaux". La représentante

américaine au Conseil de Sécurité qualifie l'attitude marocaine de "provocation" et est approuvée par les membres du Conseil de Sécurité dont la France. Malgré les efforts des membres du Conseil de Sécurité, la réunion n'a pas lieu. Le secrétaire général de l'ONU regrette cet échec mais reste plein d'espoir d'amener à une même table Marocains et Sahraouis. Le ministre marocain des affaires étrangères explique qu'il ne s'agissait que d'une "rencontre entre Sahraouis de tous bords pour étudier leur devenir dans le cadre de la communauté marocaine...".

1-11 au 6-11/93 : le représentant spécial des Nations-Unies pour le Sahara, M. Yakoub Khan se rend au Maroc et dans les campements de réfugiés sahraouis au sud de Tindouf. L'ex-ministre des affaires étrangères pakistanais n'y reste que quelques heures. Cependant, il passe plusieurs jours à Rabat où il assiste aux cérémonies célébrant l'anniversaire de la "Marche Verte". Une telle attitude est vertement dénoncée par la presse algérienne.

4/11/93 : Son président, Erik Jensen, annonce que la commission d'identification a entamé les préparatifs en vue du recensement des électeurs dans la perspective du référendum. Sur place cependant rien ne se passe, les Marocains refusant la présence de représentants sahraouis dans la commission, comme le plan de l'ONU le prévoit. M. Jensen avait déclaré début juin que la commission était prête à entamer ses travaux.

8/11/93 : une délégation des USA effectue un voyage dans les camps de réfugiés sahraouis.

15/11/93 : la 19ème conférence européenne de coordination du soutien au peuple sahraoui s'achève à Rome et demande à l'ONU "d'adopter des mesures contraignantes pour forcer le Maroc à se conformer aux résolutions onusiennes".

P. RICHE

GÉOPOLIS - Samedi 8 mai

LES SAHRAOUI

La guerre ensablée

Reportage d'Hervé Ghéquierre et Michel Anglade

Qui se souvient des Sahraouis ? Le Sahara Occidental, une terre de dunes et de caillasses, un soleil de plomb et rien à l'horizon. Là, voilà plus de mille ans déjà, les Berbères cherchaient les points d'eau, creusaient des puits, cultivaient les palmiers. Puis l'Islam apparaît, d'abord combattu, puis, peu à peu, accepté. Mais, au XIXème siècle, le sultan du Maroc convoite cette terre aride que l'Espagne tente, avec plus ou moins de succès, de coloniser. Elle n'y arrivera jamais tout à fait et l'abandonne en 1974. Le champ est libre pour le Maroc. Une mainmise contre laquelle lutte le Front Polisario, mouvement nationaliste qui se bat pour la création d'un État sahraoui indépendant, création approuvée par les Nations-Unies et, en octobre 1975, par la Cour internationale de justice. Mais, potentat obstiné, Hassan II a toujours fait fi du droit international et n'a pas l'intention de battre en retraite, malgré le soutien de l'Algérie au Front Polisario. Il a, pour garder les phosphates, le pétrole et la pêche, construit un mur de deux mille kilomètres de long qui coupe le pays en deux. A lui les richesses, aux Sahraouis la misère, les sables et l'oubli.

Explications claires pour comprendre le passé, reportages et interviews pour découvrir le présent, l'émission mêle tout cela avec bonheur, avec douleur. Qui, aujourd'hui, se soucie des Sahraouis ?

Nicole du Roy - TELERAMA

Meilleurs

Voeux

ADHÉSION 94

Renouvelez votre adhésion à l'Association des Amis de la RASD

Devenez un ami de la RASD.

Nom : Prénom : Profession :
 Adresse : Ville :
 Code Postal :

Cotisation et abonnement à Sahara : 100 F.
 Cotisation de soutien : 200 F. Membre donateur : 500 F.

Bulletin à découper et à retourner accompagné de votre règlement à l'ordre de l'Association des Amis de la RASD
 (CCP 19 303 94 K PARIS - BP 244 75227 PARIS CEDEX 05).
 Ou si vous le préférez à votre comité local s'il en existe un dans votre région.
 Pour le savoir n'hésitez pas à nous contacter.

Qui est derrière Sahara Info ?

Présidence de l'Association

M. Barbier
 C. Bontemps
 G. Jacquemin
 C. Pistré
 J. Rouxin
 R. Vizet

Président : F. Jacob

Secrétaire générale :

R. Villemont

Comité de Rédaction :

R. Villemont
 P. Riché
 A. Deville
 C. Pilette
 B. Marais